



Bidonville de Tondo à Manille, aux Philippines (2014). Crédit : Dewald Brand / Miran pour Oxfam

## UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DES 1 %

Ou comment le pouvoir et les privilèges dans l'économie exacerbent les inégalités extrêmes et comment y mettre un terme

**SOUS EMBARGO JUSQU'À 00H01 GMT LE 18 JANVIER 2016**

**La crise mondiale des inégalités atteint de nouveaux sommets. Les 1 % les plus riches possèdent désormais davantage que les 99 % restants. Ils font usage de leur pouvoir et de leurs privilèges pour biaiser le modèle économique et creuser le fossé qui existe entre eux et le reste de la population. Un réseau mondial de paradis fiscaux a permis aux plus riches de cacher quelque 7 600 milliards de dollars. La lutte contre la pauvreté est vaine si la crise des inégalités n'est pas résolue.**

# RÉSUMÉ

## UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DES 1 %

Le fossé entre les riches et les pauvres est plus abyssal que jamais. Le Crédit Suisse a récemment révélé que les 1 % les plus riches avaient désormais accumulé plus de richesses que le reste de la population mondiale<sup>1</sup>, soit une année plus tôt que ce qu'avait prédit Oxfam dans une communication largement diffusée en amont du Forum économique mondial de 2015. Parallèlement, les richesses détenues par la moitié la plus pauvre de l'humanité ont chuté de mille milliards de dollars au cours des cinq dernières années. Il s'agit de l'ultime démonstration que nous vivons dans un monde où les inégalités ont atteint un niveau sans précédent depuis plus d'un siècle.

Le document « Une économie au service des 1 % » explore le comment et le pourquoi d'une telle situation et expose de nouveaux éléments troublants sur une crise des inégalités qui échappe à tout contrôle.

D'après les calculs d'Oxfam :

- En 2015, 62 personnes possédaient à elles seules les mêmes richesses que 3,6 milliards de personnes (soit la moitié la plus pauvre de l'humanité), contre 388 personnes en 2010.
- La fortune des 62 personnes les plus riches au monde a augmenté de 44 % entre 2010 et 2015, soit une hausse de plus de 500 milliards de dollars (542 milliards de dollars), pour s'établir à 1 760 milliards de dollars.
- Parallèlement, les richesses de la moitié la plus pauvre de l'humanité ont diminué de plus de mille milliards de dollars au cours de la même période, soit une chute de 41 %.
- Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, la moitié la plus pauvre de la population mondiale a bénéficié de seulement 1 % de l'augmentation totale des richesses mondiales, alors que les 1 % les plus riches se sont partagé la moitié de cette hausse.

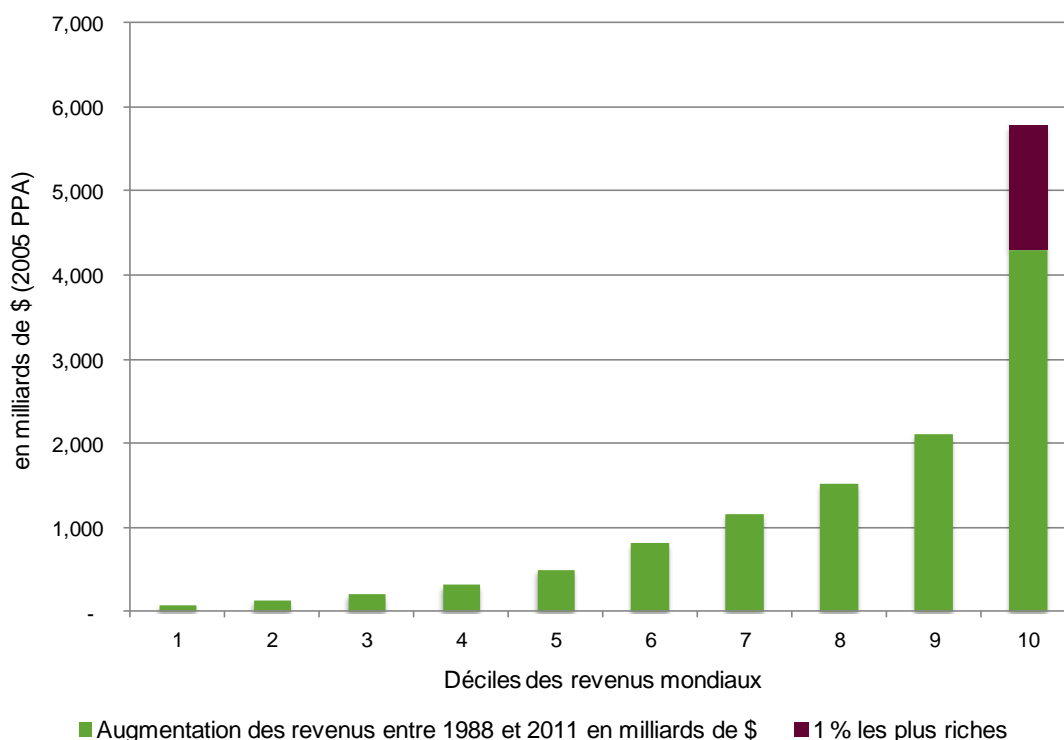
Le revenu annuel moyen des 10 % les plus pauvres dans le monde a augmenté de moins de 3 dollars par an en près d'un quart de siècle. Autrement dit, leur revenu journalier a augmenté de moins d'un cent par an.

L'exacerbation des inégalités économiques est néfaste pour l'ensemble de la population, car elle sape croissance et cohésion sociale. Et les conséquences pour les personnes les plus pauvres sont particulièrement désastreuses.

Les défenseurs du statu quo prétendent que les inquiétudes générées par les inégalités reposent sur « la jalousie politique ». Ils évoquent souvent la réduction du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté pour démontrer que les inégalités ne constituent pas un problème majeur. Mais ils font fausse route. En tant qu'organisation ayant vocation à lutter contre la pauvreté, Oxfam salue sans équivoque les progrès fantastiques qui ont contribué à réduire de moitié le nombre de personnes vivant en dessous du seuil d'extrême pauvreté entre 1990 et 2010. Mais si, au cours de la même période, les inégalités ne s'étaient pas creusées dans tous les pays, 200 millions de personnes supplémentaires auraient pu sortir

de cette pauvreté. Un chiffre qui aurait même pu atteindre 700 millions si les pauvres avaient davantage bénéficié de la croissance économique que les riches.

**Accumulation de la croissance des revenus dans le monde par décile entre 1988 et 2011 : 46 % de la croissance totale est revenue aux 10 % les plus riches<sup>2</sup>**



Nul ne peut nier que les grands gagnants de l'économie mondiale actuelle sont les plus fortunés. Notre modèle économique est fortement biaisé en leur faveur, une tendance qui semble s'intensifier. En lieu et place du ruissellement attendu sur les couches inférieures de la population, les revenus et les richesses sont aspirées à un rythme alarmant par cette élite. À ce stade c'est un réseau de paradis fiscaux toujours plus élaboré et soutenu par un panel de gestionnaires de patrimoine qui garantit que cet argent reste hors de portée des citoyens ordinaires et de leurs États. D'après une récente estimation<sup>3</sup>, 7 600 milliards de dollars, soit plus que le PIB combiné de l'Allemagne et du Royaume-Uni, sont actuellement détenus sur des comptes offshore par des particuliers.

*7 600 milliards de dollars, soit plus que le PIB combiné de l'Allemagne et du Royaume-Uni, sont actuellement détenus sur des comptes offshore par des particuliers.*

## La fortune des 62 personnes les plus riches continue de croître, tandis que les richesses de la moitié la plus pauvre de l'humanité stagnent<sup>4</sup>



En outre, les inégalités économiques croissantes aggravent les inégalités existantes. Le Fonds monétaire international (FMI) a récemment déclaré que les pays au sein desquels les revenus sont les plus inégaux ont tendance à présenter des inégalités plus marquées entre les hommes et les femmes dans la santé, l'éducation, sur le marché du travail, ainsi qu'en termes de représentation dans les institutions, comme dans les parlements<sup>5</sup>. Les écarts salariaux entre les femmes et les hommes sont également plus marqués dans les sociétés plus inégalitaires. Dans ce contexte, il est à noter que 53 des 62 personnes les plus riches au monde sont des hommes.

Par ailleurs, Oxfam a récemment démontré que les plus pauvres vivent dans les zones les plus vulnérables au changement climatique, alors que la moitié la plus pauvre de la population mondiale n'est responsable que de 10 % des émissions totales<sup>6</sup>. On estime que les 1 % les plus riches du monde ont une empreinte carbone moyenne 175 fois supérieure à celle des 10 % les plus pauvres.

Plutôt qu'une économie qui soutienne la prospérité de chacun, les futures générations et la planète, nous avons créé un modèle économique qui favorise les 1 % les plus riches. Comment en sommes-nous arrivés là, et pourquoi ?

L'une des principales raisons alimentant cette incroyable concentration des richesses et des revenus est la croissance des rendements en faveur du capital, au détriment du travail. Dans la quasi-totalité des pays riches et dans de nombreux pays en développement, la part du revenu national revenant aux travailleurs a chuté. Autrement dit, les travailleurs récoltent de moins en moins les fruits de la croissance. A contrario, les détenteurs de capitaux ont vu leur capital constamment augmenter (sous la forme d'intérêts, de dividendes ou de bénéfices non distribués) à un rythme supérieur à celui de la croissance économique. L'évasion fiscale pratiquée par ces détenteurs de capitaux et la réduction de la fiscalité sur les plus-values ont encore renforcé ces retours sur capitaux. Warren Buffet ne déclarait-il pas qu'il était lui-même soumis à un taux d'imposition plus faible que n'importe qui

d'autre dans son entreprise, y compris son agent d'entretien et sa secrétaire ?

Dans le monde du travail, l'écart se creuse rapidement entre travailleurs moyens et ceux occupant les plus hauts postes. Alors que les revenus de nombreux travailleurs stagnent, ceux qui se trouvent aux échelons supérieurs ont vu leur salaire considérablement augmenter. D'après l'expérience d'Oxfam auprès de travailleuses du monde entier (du Myanmar au Maroc), les salaires de misère concernent avant tout les femmes. Ces dernières représentent la majorité des bas salaires et sont cantonnées aux tâches les plus précaires. Parallèlement, les revenus des personnes évoluant dans des postes à responsabilité ont explosé. Les PDG des plus grandes firmes américaines ont vu leur salaire augmenter de plus de moitié (+54,3 %) depuis 2009, alors que les salaires de base ont très peu évolué. Le PDG de la plus grande société informatique indienne gagne 416 fois plus qu'un employé ordinaire travaillant dans son entreprise. Enfin, 24 femmes seulement figurent au classement Fortune 500.

Dans différents secteurs d'activité de l'économie mondiale, les entreprises et les particuliers exercent souvent leur pouvoir et leur rang pour s'accaparer les fruits de la croissance. Les changements économiques et politiques opérés au cours des 30 dernières années (déréglementation, privatisation, secret financier et mondialisation, notamment de la finance) ont exacerbé la capacité des riches et des puissants à faire usage de leur rang pour concentrer encore plus leurs richesses. Cet agenda politique a été principalement influencé par ce que George Soros qualifie de « fondamentalisme de marché », lequel est au cœur de la crise des inégalités actuelle. Au final, les profits dont bénéficient une minorité ne sont souvent pas représentatifs d'une distribution juste et efficace.

Le réseau mondial de paradis fiscaux et l'institutionnalisation de l'optimisation fiscale, une pratique florissante des dernières décennies, illustrent parfaitement notre modèle économique actuel, biaisé dans l'intérêt des puissants. Les fondamentalistes de marché sont parvenus à imposer une légitimité intellectuelle selon laquelle une fiscalité allégée pour les entreprises et les particuliers fortunés est nécessaire pour stimuler la croissance économique et qu'elle est salutaire pour tous. Le modèle est entretenu par une brochette de professionnels grassement rémunérés évoluant dans les secteurs bancaires privés, juridiques ou dans des cabinets comptables et autres entreprises de placements.

Seules les entreprises et les particuliers les plus fortunés (à savoir ceux qui devraient payer le plus d'impôts) ont les moyens de recourir à ces services et à ce maillage international pour éviter de payer ce qui est dû. Cela pousse indirectement les États qui ne sont pas des paradis fiscaux à alléger leur fiscalité sur les entreprises et sur les particuliers fortunés et ainsi à s'embarquer dans un implacable « nivellement par le bas ».

L'assiette fiscale diminue du fait de cette optimisation généralisée, et ce sont les budgets des gouvernements qui en subissent les effets, engendrant des coupures dans les services publics de première nécessité. Les gouvernements se tournent donc de plus en plus vers l'imposition indirecte (comme la TVA) qui affecte de manière disproportionnée les plus pauvres. L'optimisation fiscale est un phénomène qui empire rapidement.

- D'après une analyse d'Oxfam menée sur 200 entreprises, notamment les plus puissantes au monde et les partenaires stratégiques du Forum économique mondial, 9 entreprises sur 10 sont présentes dans au moins un paradis fiscal.
- Les investissements privés dans les paradis fiscaux ont pratiquement quadruplé entre 2001 et 2014.

Cette pratique mondiale de l'optimisation fiscale saigne à blanc les États providence dans les pays riches. Elle prive également les pays pauvres des ressources dont ils ont besoin pour lutter contre la pauvreté, scolariser tous les enfants et empêcher leurs citoyens de succomber à des maladies pour lesquelles il existe un traitement facile.

Près d'un tiers (30%) de la fortune des riches Africains, soit 500 milliards de dollars, est placée sur des comptes offshore dans des paradis fiscaux. On estime que cela représente un manque à gagner fiscal de 14 milliards de dollars par an pour les pays africains. Cette somme couvrirait à elle seule les soins de santé susceptibles de sauver la vie à 4 millions d'enfants et permettrait d'employer suffisamment d'enseignants pour pouvoir scolariser tous les enfants africains.

L'optimisation fiscale a été décrite à juste titre par l'International Bar Association comme une violation des droits humains<sup>7</sup> et par le président de la Banque mondiale comme « une forme de corruption au détriment des pauvres ». Pour mettre fin à la crise des inégalités, les leaders mondiaux n'ont d'autre choix que de mettre fin à l'ère des paradis fiscaux.

Les entreprises du secteur pétrolier, du gaz et des autres industries extractives font usage de tous les leviers que leur confère leur puissance économique pour asseoir leur position dominante. Ces pratiques leur assurent des profits nettement supérieurs à la valeur que ces entreprises apportent à l'économie et pèsent en réalité lourdement sur cette dernière. Elles font pression pour bénéficier de subventions des États (sous la forme d'allègements fiscaux) et pour faire obstacle à l'émergence de solutions plus écologiques. Au Brésil et au Mexique, les populations indigènes sont affectées de façon disproportionnée par la destruction de leurs terres traditionnelles, les forêts étant rasées au profit de l'exploitation minière et de l'agriculture intensive. Les vagues de privatisation (comme celle qu'a connue la Russie après la chute du communisme) permettent à un petit groupe d'individus d'amasser des fortunes conséquentes du jour au lendemain.

Au cours des dernières décennies, c'est le secteur financier qui a connu la croissance la plus rapide. Un milliardaire sur cinq est désormais issu du monde de la finance. Dans ce secteur, les disparités entre salaires, primes et valeur réelle ajoutée à l'économie sont plus marquées que dans tout autre domaine. D'après une récente étude de l'OCDE<sup>8</sup>, les pays où le secteur financier est surdimensionné sont marqués par une plus grande instabilité économique et des inégalités plus fortes. Les plus pauvres ont été les plus durement touchés par la crise de la dette publique découlant de la crise financière, de la remise à flot des banques et des politiques d'austérité qui ont suivi. Le secteur bancaire demeure au cœur du réseau des paradis fiscaux, la majorité des fortunes offshore étant gérées par seulement 50 des plus grandes banques au monde.

Dans le secteur vestimentaire, les entreprises exercent en permanence leur position dominante pour ne pas renoncer aux salaires de misère. Entre 2001 et 2011, les salaires des ouvriers de l'industrie textile dans les 15 plus grands pays

*Près d'un tiers (30%) de la fortune des riches Africains, soit 500 milliards de dollars, est placée sur des comptes offshore dans des paradis fiscaux. On estime que cela représente un manque à gagner fiscal de 14 milliards de dollars par an pour les pays africains. Cette somme couvrirait à elle seule les soins de santé susceptibles de sauver la vie à 4 millions d'enfants et d'employer suffisamment d'enseignants pour pouvoir scolariser tous les enfants africains.*

exportateurs de vêtements au monde ont diminué en valeur absolue. Il est admis que le fait de verser aux femmes des salaires inférieurs contribue à optimiser la rentabilité. Le monde s'est focalisé sur le sort des ouvriers dans les usines de vêtements au Bangladesh en avril 2013, lorsque l'effondrement de l'usine Rana Plaza a fait 1 134 victimes. Des personnes meurent tandis que les entreprises cherchent sans cesse à optimiser leurs profits au détriment de la sécurité. Malgré l'émoi et les beaux discours, les intérêts financiers à court terme des acheteurs priment toujours dans ce secteur, où incendies et problèmes de sécurité restent monnaie courante.

Les inégalités sont également exacerbées par les entreprises qui recourent aux monopoles et à la propriété intellectuelle pour biaiser le marché en leur faveur, excluant la concurrence et augmentant les prix pour le consommateur ordinaire. En 2014, les entreprises pharmaceutiques ont consacré plus de 228 millions de dollars aux activités de lobbying à Washington. Lorsque la Thaïlande a décidé de délivrer une licence obligatoire pour plusieurs médicaments clés, une disposition offrant aux autorités la possibilité de produire des médicaments localement à un coût largement moindre en s'affranchissant de l'autorisation du détenteur du brevet international, les entreprises pharmaceutiques ont fait pression sur le gouvernement américain pour qu'il place la Thaïlande sur une liste de pays pouvant être sujets à des sanctions commerciales.

Tous ces exemples illustrent comment et pourquoi notre modèle économique actuel (« au service des 1 % ») est corrompu. Il ignore la majorité de la population mondiale, et ne tient pas compte de la planète. Le FMI, l'OCDE, le Pape et bien d'autres encore s'accordent sur le fait que nous traversons actuellement une crise des inégalités. Il est temps d'agir pour trouver une solution, car les inégalités ne sont pas inévitables. Le modèle actuel ne doit rien au hasard : il résulte de choix politiques délibérés et du fait que nos dirigeants accèdent aux volontés des 1 % les plus riches et de leurs représentants plutôt que d'agir dans l'intérêt du plus grand nombre. Il est temps de mettre fin à ce modèle économique corrompu.

Notre monde regorge de richesses. L'accumulation de fortunes aussi importantes aux mains d'une minorité si infime n'a aucun sens sur le plan économique, et encore moins moral. D'après Oxfam, l'humanité peut mieux faire. Nous avons l'imagination, les technologies et le talent requis pour construire un monde meilleur. Nous avons l'opportunité d'élaborer un modèle économique plus humain, où priment les intérêts du plus grand nombre. Un monde proposant un travail décent pour tous, où les femmes et les hommes vivent sur un pied d'égalité, où les paradis fiscaux se limitent à quelques chapitres dans les manuels d'histoire et où les riches paient leur juste part pour contribuer à créer une société qui profite à chacun.

Oxfam appelle les dirigeants à agir pour montrer qu'ils se rangent du côté de la majorité et pour résoudre la crise des inégalités. Des salaires décents à une meilleure réglementation des activités du secteur financier, les décideurs politiques ne manquent pas de pistes pour mettre un terme au modèle économique au service des 1 % et commencer à construire un modèle économique humain qui profite à tous :

- **Verser aux travailleurs un salaire décent et mettre fin aux écarts salariaux dus aux primes vertigineuses des dirigeants** : passer de salaires minimum à des salaires décents ; promouvoir la transparence sur les salaires ; promouvoir les droits des travailleurs à se rassembler et à faire grève.

- **Promouvoir l'égalité économique pour toutes et les droits des femmes :** indemniser le travail de soins non rémunéré ; mettre fin aux écarts salariaux entre les femmes et les hommes ; promouvoir l'égalité des femmes en matière de succession et de droits fonciers ; améliorer la collecte de données pour évaluer la manière dont les politiques économiques affectent les femmes et les filles.
- **Surveiller l'influence des puissantes élites :** imposer des registres publics pour les activités de lobbying et mieux réguler les conflits d'intérêts ; diffuser publiquement et gratuitement des informations pertinentes sur les processus administratifs et budgétaires, et les rendre facilement accessibles ; réformer l'environnement réglementaire, notamment au niveau de la transparence des États ; dissocier entreprises et financement des campagnes politiques ; prendre des mesures pour rompre les liens entre les grandes entreprises et les États.
- **Modifier le système international de R&D et la tarification des médicaments, de manière à ce que l'ensemble de la population ait accès à des médicaments adaptés et abordables :** négocier un traité international relatif à la R&D ; renforcer les investissements pour les médicaments, notamment pour des génériques abordables ; exclure les règles de propriété intellectuelle des accords commerciaux. Le financement de la R&D doit être dissocié de la tarification des médicaments pour briser les monopoles des entreprises, garantir le bon financement de la R&D pour les thérapies requises et proposer des produits abordables.
- **Partager équitablement la charge fiscale pour uniformiser les règles du jeu :** transférer la charge fiscale du travail et de la consommation vers la richesse, le capital et les revenus tirés de ces actifs ; augmenter la transparence sur les mesures fiscales incitatives ; adopter un impôt sur la fortune au niveau national.
- **Recourir à des dépenses publiques progressives pour lutter contre les inégalités :** donner la priorité aux politiques, pratiques et dépenses qui augmentent le financement des services de santé et d'éducation gratuits afin de lutter contre la pauvreté et les inégalités au niveau national. Ne pas mettre en œuvre des réformes de marché n'ayant pas fait leurs preuves ou impossibles à réaliser pour les systèmes de santé et d'éducation publics, et assurer la prestation de services essentiels par le secteur public plutôt que par le secteur privé.

**Oxfam appelle en priorité les dirigeants mondiaux à s'entendre sur une approche globale pour mettre fin à l'ère des paradis fiscaux.**

Les dirigeants mondiaux doivent s'engager plus efficacement dans la lutte contre les paradis fiscaux et contre les régimes fiscaux dommageables, y compris les régimes non préférentiels. Il est temps de mettre un terme au nivellement vers le bas en matière de fiscalité des entreprises. Enfin, tous les États – y compris les pays en développement, traités sur un pied d'égalité – doivent s'accorder sur la création d'une organisation mondiale de la fiscalité qui tienne compte de tous les États et ayant pour mission de s'assurer que les régimes fiscaux nationaux n'ont pas de répercussions négatives à l'échelle internationale.



# 1 LE MONDE S'ENRICHIT, MAIS CERTAINS Y GAGNENT PLUS QUE D'AUTRES

## DES PROGRÈS IMPRESSIONNANTS AU NIVEAU MONDIAL

La taille de l'économie mondiale a plus que doublé au cours des 30 dernières années<sup>9</sup>. En 2014, sa valeur a atteint près de 78 000 milliards de dollars. Alors que la production a continué de croître, le produit intérieur brut (PIB) (l'un des principaux indicateurs de richesse économique) a augmenté en valeur absolue dans toutes les régions du monde au cours de cette période. En Asie du Sud, le PIB combiné en 2014 a plus que quintuplé de valeur depuis 1985.

Au cours des 30 dernières années, la croissance annuelle moyenne du PIB a été plus élevée dans les pays à revenu faible et moyen que dans les pays riches<sup>10</sup>. Les revenus moyens dans les pays pauvres sont en train de rattraper ceux des pays plus riches, et les inégalités entre les nations s'atténuent<sup>11</sup>. Des puissances économiques émergentes sont à la tête de ce processus de rattrapage : la Chine et l'Inde, par exemple, ont été les principaux moteurs de la hausse spectaculaire du PIB conjugué des pays asiatiques. Entre 1990 et 2011, la croissance économique dans la région a aidé près d'un milliard de personnes à échapper à l'extrême pauvreté, dont 700 millions ne serait-ce que dans ces deux pays<sup>12</sup>. La proportion de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté a reculé, pour passer de 36 % en 1990 à 16 % en 2010, de sorte que l'Objectif du Millénaire pour le développement consistant à réduire de moitié l'extrême pauvreté a été atteint avec cinq années d'avance sur l'objectif de 2015<sup>13</sup>. Cette année, encouragés par ces progrès, les chefs d'État du monde entier se sont engagés à éradiquer l'extrême pauvreté d'ici 2030 dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD)<sup>14</sup>.

Les stocks de richesses mondiaux, c'est-à-dire la valeur totale de tous les actifs financiers et non financiers moins le total de la dette, ont eux aussi connu une forte hausse. Ils ont presque doublé au cours des 15 dernières années, pour passer de 160 000 milliards de dollars en 2000<sup>15</sup> à 267 000 milliards de dollars en 2015<sup>16</sup>. Alors que la crise financière mondiale de 2008 a eu un effet dommageable sur les stocks de richesses, toutes les régions du monde ont enregistré une croissance sur cette période, certaines des augmentations les plus fortes se manifestant parmi les pays à revenu faible et moyen. Les stocks de richesses en Amérique latine et en Afrique ont plus que triplé, tout comme la richesse en Chine et en Inde, deux des économies émergentes à connaître des croissances des plus rapides au monde<sup>17</sup>.

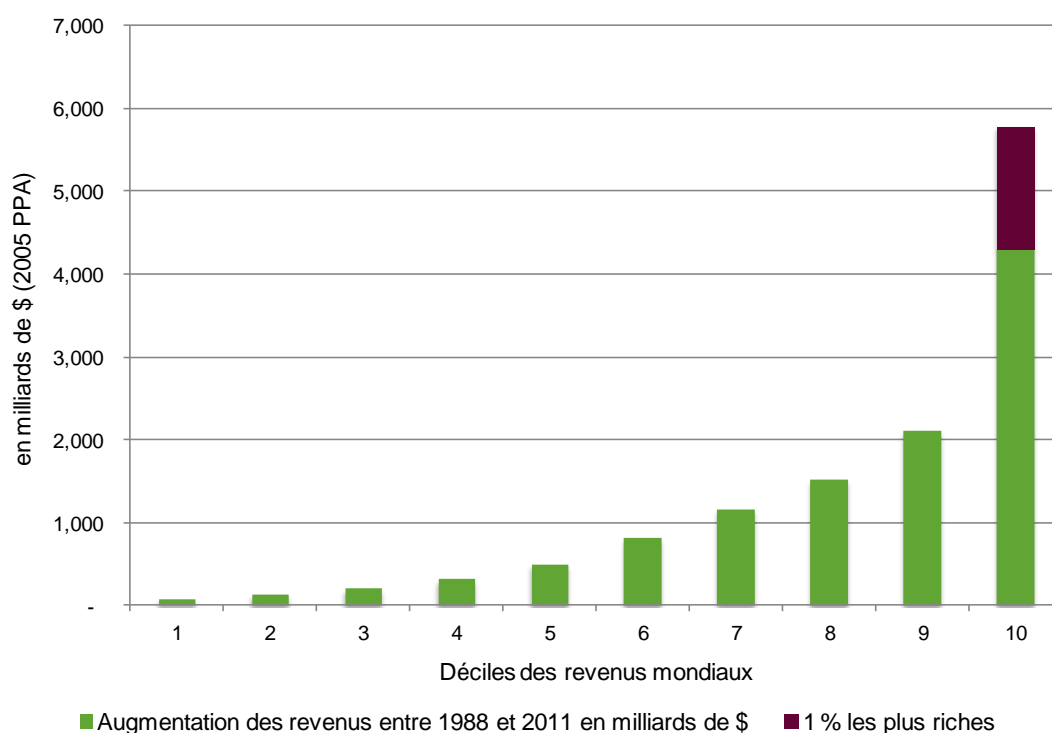
## PRIVÉS DES AVANTAGES DE LA CROISSANCE

La croissance mondiale et les progrès réalisés en matière de développement humain nous donnent de bonnes raisons de croire que l'objectif d'éradication définitive de la pauvreté est réalisable. Cependant, la réalité vécue par les milliards de personnes issues des groupes socioéconomiques les plus pauvres, et les

perspectives qui les attendent si les tendances actuelles se poursuivent, sont moins encourageantes. Derrière les indicateurs économiques globaux et nationaux se cachent d'immenses disparités de revenus et de richesses entre particuliers tout comme parmi les ménages. Les données sur la distribution mondiale des revenus montrent que les inégalités de revenu interpersonnelles sont extrêmement élevées et que ceux qui se situent au sommet de l'échelle des revenus bénéficient d'un niveau de croissance globale disproportionnellement élevé.

Si la croissance mondiale des revenus était répartie de manière équitable, chaque décile (un dixième) de la population devrait recevoir à peu près 10 % de celle-ci. Or la réalité traduit de fortes disparités : entre 1988 et 2011, les 10 % les plus riches de la population se sont arrogé 46 % de la croissance globale des revenus, alors que les 10 % les plus pauvres n'en ont reçu que 0,6 %<sup>1819</sup>. En fait, les 10 % les plus riches ont touché plus de revenus que les 80 % les plus pauvres, et plus de quatre fois le montant reçu par les 50 % les plus pauvres. La situation est encore plus sombre lorsqu'on s'intéresse aux 1 % de la tranche supérieure de la répartition du revenu mondial. Entre 1988 et 2011, les 1 % les plus riches ont perçu une part de la croissance globale des revenus supérieure à celle de l'ensemble des 50 % les plus pauvres (soit 50 fois plus de personnes).

**Graphique 1 : Accumulation de la croissance des revenus dans le monde par décile entre 1988 et 2011 : 46 % de la croissance totale est revenue aux 10 % les plus riches**

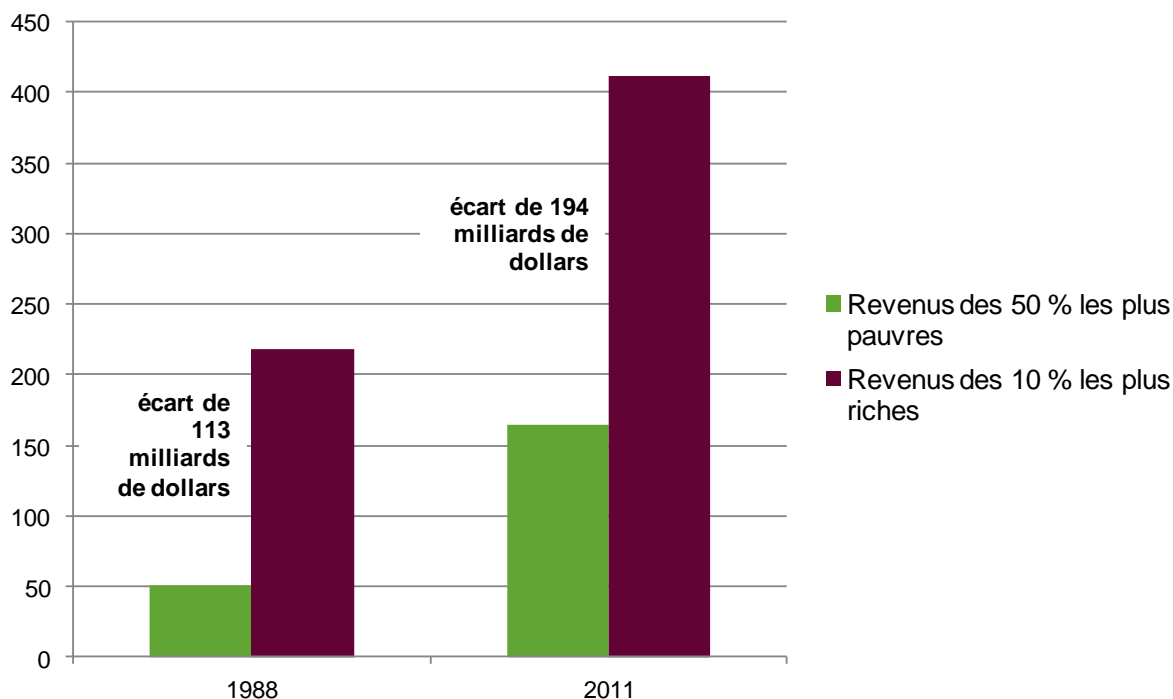


Source : « Lakner-Milanovic World Panel Income Distribution (LM-WPID) database » (2013). Base de données créée pour C. Lakner et B. Milanovic (2013) « Global Income Distribution: From the Fall of the Berlin Wall to the Great Recession », Banque mondiale. Données pour 2011 obtenues via une correspondance personnelle avec B. Milanovic, septembre 2015. Calculs de Sophia Ayele. Pour en savoir plus sur la méthodologie utilisée pour élaborer ce diagramme, voir la note d'accompagnement sur la méthodologie.

Les économies ont beau croître et les pays les plus pauvres rattraper les plus riches, il n'empêche que, dans le monde entier, les revenus des plus pauvres ne suivent pas, ce qui se traduit par des progrès bien plus lents en matière de réduction de l'extrême pauvreté que ceux qui pourraient être réalisés s'il en allait autrement. Les recherches réalisées par l'Overseas Development Institute (ODI) montrent qu'entre 1990 et 2010, les 40 % les plus pauvres de nombreux pays en développement ont vu leurs revenus croître plus lentement que le taux de croissance moyen national. Si les revenus des 40 % les plus pauvres avaient augmenté au même rythme que la moyenne dans tous les pays, 200 millions de personnes se seraient sorties de l'extrême pauvreté dès 2010<sup>20</sup>. Si la croissance avait été favorable aux pauvres, et que les revenus des 40 % les plus pauvres avaient augmenté de 2 points de plus que la moyenne, la pauvreté serait moitié moindre que son niveau actuel<sup>21</sup>. Bien que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté ait baissé ces dernières années, il reste encore bien trop élevé. La Banque mondiale estime qu'en 2015, 700 millions de personnes vivaient dans l'extrême pauvreté (avec moins de 1,90 dollar par jour)<sup>22 23</sup>. Les économistes de la Banque mondiale prévoient que, si la croissance ne bénéficie pas aux pauvres au cours des 15 prochaines années, l'extrême pauvreté ne sera jamais éradiquée d'ici 2030 et près de 500 millions de personnes continueront de vivre avec moins de 1,90 dollar par jour<sup>24</sup>. Les inégalités de revenus ne nuisent pas seulement à ceux qui touchent les revenus les plus faibles et sont laissés pour compte, mais elles freinent aussi le niveau de croissance globale et raccourcissent les périodes de croissance. Le FMI a ainsi constaté que dans un pays, l'augmentation de la part des revenus des 20 % les plus pauvres de la population s'accompagne d'une croissance plus élevée du PIB<sup>25</sup>.

Prendre les taux de croissance des groupes de revenus les plus pauvres pour les comparer à la moyenne, tel que le dixième ODD se propose de le faire<sup>26</sup>, a pour effet de faire l'impasse sur l'écart criant en termes absolus qui continue de se creuser entre les nantis et les plus démunis. Même si les revenus des personnes les plus pauvres augmentent au même rythme ou à une allure plus rapide que la moyenne, l'écart absolu entre les riches et les pauvres va continuer à se creuser. Les revenus des plus pauvres partent de si bas que toute croissance demeure faible en valeur absolue, tandis que pour ceux qui ont des revenus extrêmement élevés, une croissance même faible en matière de pourcentage peut entraîner des hausses colossales en valeur absolue. L'ODI a constaté qu'au cours des trente dernières années, alors que les pays ont connu des périodes prolongées de croissance des revenus à tous les échelons, les inégalités absolues n'ont cessé de croître. Parmi un échantillon de pays en développement, ces 20 dernières années, les 10 % les plus riches de la population doivent à la croissance une augmentation de leurs revenus de près du tiers en valeur absolue, alors que les gains des 40 % les moins riches ne se sont guère élevés à plus de la moitié de ce niveau<sup>27</sup>. Au Brésil, où les inégalités de revenus restent extrêmement élevées, les revenus des 50 % les plus pauvres ont plus que doublé en termes réels entre 1988 et 2011, soit une augmentation légèrement plus rapide que ceux des 10 % les plus riches. Or cette augmentation des revenus des 10 % les plus riches équivaut à bien plus d'argent en termes absolus, de sorte que la différence absolue entre les revenus moyens des deux groupes a elle aussi presque doublé<sup>28</sup>.

**Graphique 2 : Au Brésil, les revenus des 50 % les plus pauvres augmentent plus vite que ceux des 10 % les plus riches, et pourtant l'écart entre ces deux groupes continue de se creuser.**



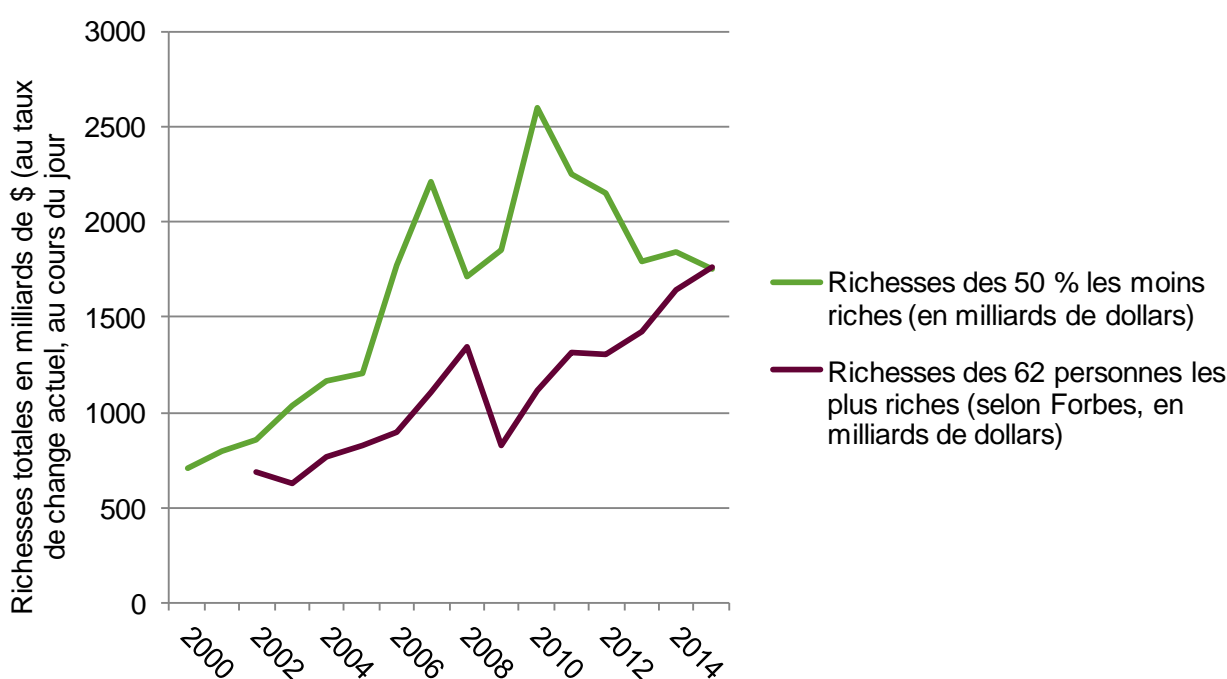
Source : « Lakner-Milanovic World Panel Income Distribution (LM-WPID) database » (2013). Base de données créée pour C. Lakner et B. Milanovic (2013) « Global Income Distribution: From the Fall of the Berlin Wall to the Great Recession », Banque mondiale. Données pour 2011 obtenues via une correspondance personnelle avec B. Milanovic, septembre 2015. Voir les sources pour le graphique 1 et la note de méthodologie qui l'accompagne.

Les analyses réalisées par Oxfam pour le présent document montrent que, bien que la tranche supérieure des 1 % et la tranche inférieure des 10 % de la répartition mondiale des revenus affichent une hausse des revenus par habitant entre 1988 et 2011 (de 31 % dans le premier des cas et de 33 % dans le deuxième), ces augmentations ont un impact très différent sur le niveau de vie des populations concernées. Alors que les revenus par habitant de la tranche supérieure des 1 % les plus riches ont augmenté pour passer d'un peu plus de 38 000 dollars PPA (parité de pouvoir d'achat – 2005) à un peu plus de 49 800 dollars (soit une augmentation de 11 800 dollars)<sup>29</sup>, ceux de la tranche inférieure des 10 % les plus pauvres sont passés de 196 dollars à 261 dollars (soit une augmentation de seulement 65 dollars, ce qui laisse ce groupe bien en-deçà du seuil d'extrême pauvreté qui est fixé à 1,90 dollar par jour). Malgré un pourcentage de croissance des revenus quasi-similaire pour ces deux groupes au cours de la période envisagée, l'augmentation de 65 dollars par habitant des revenus des 10 % les plus pauvres est dérisoire par rapport à l'augmentation que les 1 % les plus riches ont perçue, qui était 182 fois supérieure.

En ce qui concerne les stocks de richesses, les inégalités sont encore plus criantes. L'an dernier, Oxfam révélait que les 1 % les plus riches de la population détenaient 48 % de la richesse mondiale totale et que, si ces tendances se maintenaient, ils détiendraient plus de la moitié de toute la richesse d'ici 2016<sup>30</sup>. Or c'est bien ce qui s'est passé, avec un an d'avance sur les prédictions d'Oxfam. La richesse moyenne de chaque adulte appartenant aux 1 % les plus riches s'élève à 1,7 million de dollars, soit plus de 300 fois celle d'un individu moyen appartenant aux 90 % les plus pauvres de la population. Cependant, la richesse de beaucoup de ceux qui appartiennent aux 10 % les plus pauvres est égale à zéro voire

négative<sup>31</sup>. L'an dernier, Oxfam a également fait savoir que les 80 personnes les plus riches à figurer sur la liste Forbes des milliardaires avaient vu leur richesse collective passer de 1 300 milliards de dollars en 2010 à 1 900 milliards de dollars en 2014, leur apportant ainsi la même quantité de richesse que la moitié la plus pauvre de la population mondiale. Cette année, les 80 milliardaires les plus riches du monde ont une richesse collective de plus de 2 000 milliards de dollars. Parallèlement, la richesse de la moitié la plus pauvre de la planète a reculé d'environ mille milliards de dollars au cours des cinq dernières années<sup>32</sup> et dorénavant, ce sont seulement les 62 milliardaires les plus riches qui détiennent une richesse égale à celle de la moitié la plus pauvre de la population mondiale (soit 3,6 milliards de personnes). En 2010, ils étaient 388. Ce chiffre, en net recul, s'explique par une concentration croissante des richesses aux mains d'une poignée d'individus<sup>33</sup>.

**Graphique 3 : La fortune des 62 personnes les plus riches continue de croître, tandis que les richesses de la moitié la plus pauvre de l'humanité stagnent**



Sources : Richesses des 50 % les plus pauvres selon le Crédit Suisse, « Global Wealth Databook 2015 ». Données sur la richesse nette des 62 individus les plus riches de la liste annuelle des milliardaires de Forbes.

La hausse des disparités économiques a aussi pour effet d'exacerber les inégalités qui existent entre les groupes sociaux, notamment entre femmes et hommes. Les inégalités entre les femmes et les hommes sont à la fois une cause et une conséquence des inégalités de revenus. Le FMI a récemment constaté que dans les pays où les inégalités de revenus sont les plus accentuées, les inégalités entre femmes et hommes en matière de santé, d'éducation, de participation au marché du travail et de représentation y étaient également plus marquées<sup>34</sup>. Les écarts salariaux entre femmes et hommes, où à travail égal les femmes gagnent moins d'argent que les hommes, se révèlent aussi être plus élevés dans les sociétés plus inégalitaires<sup>35</sup>, situation qui est d'autant plus aggravée par la ségrégation professionnelle et les responsabilités de prise en charge non rémunérées<sup>36</sup>. La part du « gâteau » économique dévolue aux femmes est bien moindre que celle des hommes, et les revenus les plus élevés sont réservés en quasi exclusivité aux hommes, qui représentent 445 des 500 particuliers les plus riches de la planète<sup>37</sup>.

Parallèlement à cela, les femmes constituent la majorité de la main-d'œuvre à bas salaire et sont concentrées dans les emplois les plus précaires<sup>38</sup>. En outre, une étude des économies émergentes a constaté que les pays où les inégalités économiques s'accroissent le plus sensiblement (comme la Russie et la Chine par exemple) sont également ceux où la réduction moyenne des inégalités entre femmes et hommes est la plus lente<sup>39</sup>.

Le problème de l'essor des inégalités touche tout le monde. L'OCDE relève que l'accroissement des inégalités de revenus représente une menace pour la cohésion sociale et risque de ralentir l'actuelle reprise économique<sup>40</sup>. La Banque mondiale évoque la « promotion de la prospérité partagée » comme l'un de ses deux principaux objectifs, venant étayer celui de la réduction de la pauvreté<sup>41</sup>. Même le FMI a souligné que les inégalités peuvent nuire non seulement aux plus pauvres, mais aussi à la bonne marche des économies mondiales<sup>42</sup>. Pour que le monde remplisse son objectif à long terme, récemment convenu, de réduire à zéro les émissions de gaz à effet de serre d'ici la seconde moitié du siècle<sup>43</sup>, il sera également crucial de s'attaquer à la répartition des émissions. Oxfam a récemment démontré que les plus pauvres vivent dans les zones les plus vulnérables au changement climatique, alors que la moitié la plus pauvre de la population mondiale n'est responsable que d'environ 10 % du total des émissions. On estime que les 1 % les plus riches au monde ont une empreinte carbone moyenne 175 fois supérieure à celle des 10 % les plus pauvres<sup>44</sup>.

Il nous faut inverser ces tendances en adoptant des politiques progressistes qui partagent les bienfaits économiques entre les peuples plutôt que d'assister à la concentration des rendements du capital. Les revenus et richesses investis dans les infrastructures et les services publics sont autant de vecteurs d'ouverture, d'opportunités et de progrès sociaux et économiques pour la majorité, permettant l'accélération des efforts vers l'éradication de l'extrême pauvreté. La société s'en porterait bien mieux s'il était mis fin à l'accroissement de la concentration des revenus et à l'accumulation de la richesse entre les mains d'une minorité.

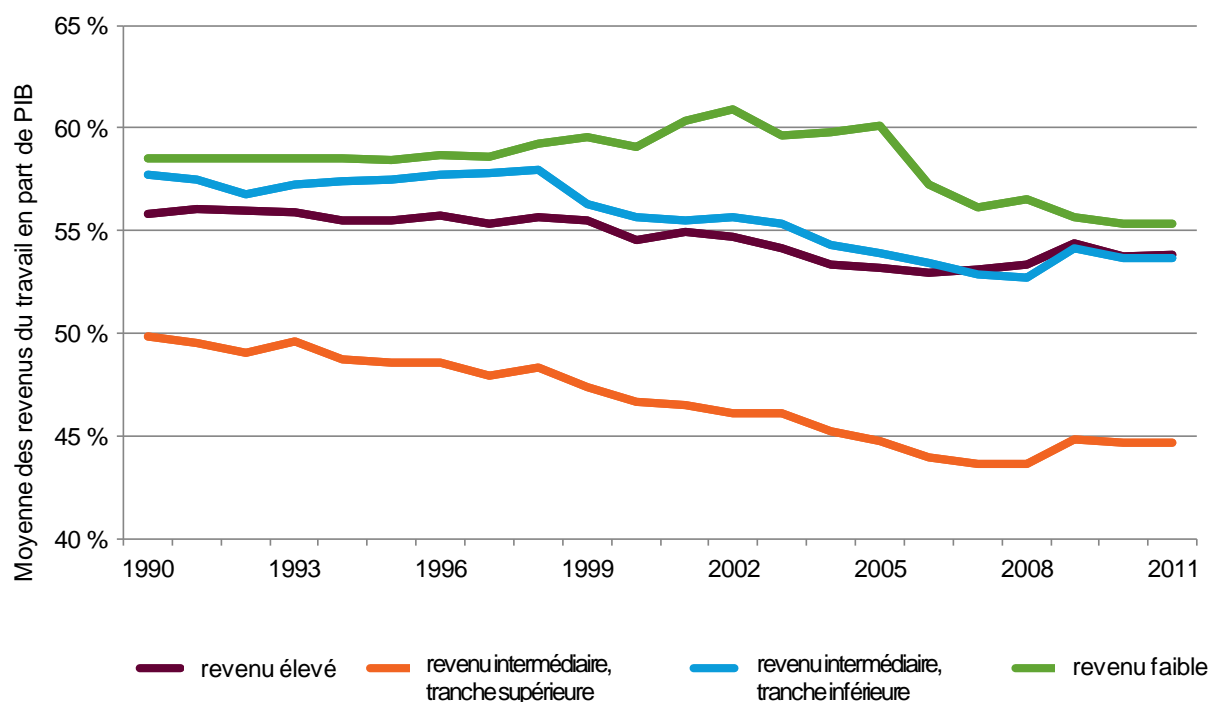
## DÉTENTEURS DE CAPITAUX ET PDG PROSPÈRENT AU DÉTRIMENT DU TRAVAILLEUR MOYEN

Il est possible de répartir grossièrement les revenus entre d'une part les revenus du travail, qui sont générés par les travailleurs sous forme de salaires et d'avantages sociaux, et les revenus du capital, qui sont définis comme étant les dividendes, les intérêts et les bénéfices non distribués des sociétés. Depuis 30 ans, la part des revenus accordée au travail est en repli dans la plupart des pays du monde<sup>45</sup>, tandis que la part du capital ne fait qu'augmenter. Le best-seller de Thomas Piketty en 2014, *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, en fait l'illustration en constatant que les propriétaires de capitaux ont vu leurs revenus croître à un rythme supérieur au taux de croissance des économies<sup>46</sup>. Autrement dit, les travailleurs récoltent une part moindre des fruits de la croissance.

Cette tendance se retrouve aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres : la part du travail a diminué dans presque tous les pays de l'OCDE au cours des 30 dernières années<sup>47</sup> ainsi que dans les deux-tiers des pays à revenu faible et moyen entre 1995 et 2007<sup>48</sup>. L'Amérique latine est l'unique région à faire exception à la règle. Plusieurs pays y ont enregistré une part croissante des salaires au cours de cette période<sup>49</sup>. Les données de la Pen World Table indiquent

que dans 127 pays, la part moyenne des revenus consacrés à la main-d'œuvre a baissé pour passer de 55 % en 1990 à 51% en 2011<sup>50</sup>. Le graphique 3 montre que toutes les régions du monde suivent la même tendance. Dans le même temps, les salaires n'augmentent pas aussi vite que la productivité des travailleurs<sup>51</sup>. Le recul de la part de la main-d'œuvre reflète le fait que les améliorations de productivité et la croissance de la production ne se traduisent pas en une hausse proportionnelle des revenus pour les travailleurs. Les conséquences en sont importantes car il faut y voir la disparition du lien qui existe entre productivité et prospérité. Aux États-Unis, entre 1973 et 2014, la productivité nette a augmenté de 72,2 %, alors que le salaire horaire indexé sur l'inflation n'a augmenté que de 8,7 % pour le travailleur de la classe moyenne<sup>52</sup>.

**Graphique 4 : Revenus du travail, sous forme de part du PIB dans les différents pays, 1988 – 2011**



Source : Penn World Table. Feenstra, Robert C., Robert Inklaar et Marcel P. Timmer (2015), « The Next Generation of the Penn World Table » numéro à venir d'American Economic Review, disponible en téléchargement sur [www.ggdc.net/pwt](http://www.ggdc.net/pwt)

Non seulement les salaires ne parviennent pas à rétribuer correctement les travailleurs des efforts qu'ils fournissent, mais ils ne suffisent pas non plus pour répondre aux besoins de revenu des particuliers et des familles. Dans l'Union européenne, près de 9 % des personnes exerçant une activité sont menacées de pauvreté, et ce taux n'a fait que croître ces dix dernières années<sup>53</sup>. Les études d'Oxfam ont mis en lumière les difficultés auxquelles font face les travailleurs pauvres dans différents pays et secteurs. Une récente note d'information intitulée « In Work But Trapped in Poverty » résume les travaux de recherche d'Oxfam dans ce domaine, et fait apparaître des constats communs dans cinq secteurs différents au sein de cinq pays en développement, où malgré des temps de travail extrêmement longs, les travailleurs restent pris au piège de la pauvreté<sup>54</sup>. Dans l'étude la plus récente (juillet 2015), les travailleurs du secteur vestimentaire au Myanmar (Birmanie) ont déclaré que, même en faisant des heures supplémentaires, ils n'ont pas les moyens de subvenir à leurs besoins en matière de logement, de nourriture et de médicaments avec le revenu qu'ils gagnent dans

les usines. Ils font également part de leurs inquiétudes concernant les bas salaires, les longues heures de travail et les aspects sécuritaires<sup>55</sup>. Au Maroc en 2009, Oxfam a révélé que les droits des cueilleuses de fraises étaient bafoués à plusieurs égards, notamment en raison du harcèlement des « fournisseurs de main-d'œuvre », du danger lors des transports et des salaires inférieurs au niveau minimum<sup>56</sup>, des inégalités qui s'expliquent par leur extrême privation d'autonomie par rapport aux hommes.

Les bas salaires s'expliquent aussi par d'autres vulnérabilités liées à l'emploi, surtout lorsque celui-ci est précaire. Cela touche surtout les femmes, qui représentent la majorité des travailleurs mal rémunérés et qui occupent les emplois les plus précaires<sup>57</sup>. En outre, il leur revient d'assumer une part disproportionnée des responsabilités en matière d'assistance et de soins non rémunérés, ce qui limite leurs chances d'occuper des postes de direction, des emplois techniques ou professionnels<sup>58</sup>. En moyenne, les femmes consacrent quotidiennement presque 2,5 fois plus de temps à des activités de travail non rémunérées que les hommes<sup>59</sup> et des études ont montré qu'à mesure que la participation des femmes au marché du travail s'accroît, les responsabilités qui leur incombent en termes d'activités d'assistance et de soins non rémunérés ne diminuent pas<sup>60</sup>. Les taux de rémunération plus faibles des femmes ont également un effet cumulatif tout au long de leur vie, conduisant à une insécurité globale accrue, y compris des économies ou des retraites moindres sur lesquelles elles peuvent compter une fois arrivées au stade de la vieillesse<sup>61</sup>. Les femmes ont plus de mal à trouver un travail décent que les hommes, avec 84,3 % des femmes en Afrique subsaharienne occupant des emplois précaires (y compris du travail familial non rémunéré) en 2014, contre 70,1 % des hommes<sup>62</sup>. Dans beaucoup de régions en développement, 75 % des emplois occupés par des femmes relèvent de l'économie informelle<sup>63</sup>.

L'approche adoptée par l'État équatorien illustre un moyen efficace d'augmenter les bas salaires. La Constitution de 2008 du pays contenait un article sur la nécessité d'un salaire minimum vital, suivi en 2014 par l'introduction d'une politique associée au salaire minimum vital. Le salaire minimum a augmenté d'année en année en termes réels, malgré un niveau d'inflation élevé. Toutefois, ses effets sur le taux d'emploi et les salaires du pays ont été limités en raison du non-respect de la loi et la taille du secteur informel en Équateur<sup>64</sup>. Dorénavant, les entreprises qui opèrent en Équateur sont légalement tenues de payer un salaire minimum vital à leurs employés avant de pouvoir distribuer des dividendes à leurs actionnaires. D'autres mesures ont été lancées en vue d'améliorer les salaires, notamment le protocole de la liberté syndicale dans le secteur des vêtements de sport en Indonésie<sup>65</sup>, la collaboration d'un groupe de marques vestimentaires avec la Fédération syndicale mondiale IndustriALL pour promouvoir les négociations sectorielles, appelées ACT<sup>66</sup> ou encore la coalition du Malawi 2020, qui s'est engagée à revitaliser l'industrie du thé et à aboutir à un salaire minimum vital à l'horizon 2020<sup>67</sup>, et le programme d'accréditation de la Living Wage Foundation au Royaume-Uni<sup>68</sup>. Néanmoins, les augmentations de revenus issues d'initiatives volontaires telles que celles-ci sont restées dérisoires par rapport aux changements de politique publique comme ceux survenus en Équateur et dans une moindre mesure en Chine. Ceux-ci bénéficient en effet à tous les travailleurs, et pas seulement à ceux liés à des multinationales<sup>69</sup>.

L'économie mondiale doit non seulement fournir des emplois décents et mieux rémunérés, mais il lui en faut aussi plus. Il s'agit là d'une nécessité vitale face à la poursuite de la croissance démographique et des développements technologiques

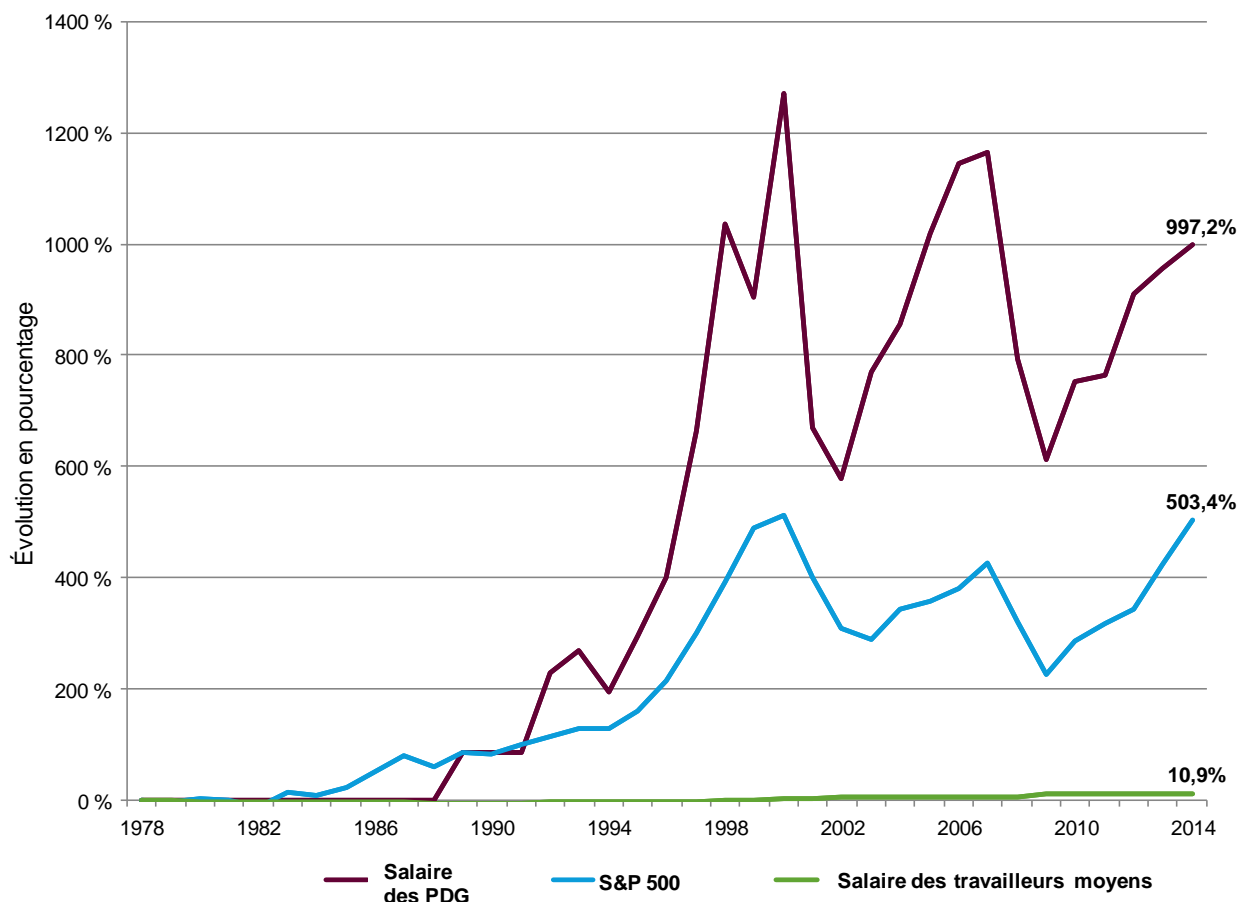


qui offrent les moyens robotisés et automatisés de remplacer les travailleurs dans de nombreux secteurs. En dépit d'une croissance solide du produit intérieur brut (PIB) depuis près de 20 ans, les économies africaines créent trop peu d'emplois dans des secteurs où la production par travailleur est suffisamment élevée pour offrir une échappatoire à la pauvreté<sup>70</sup>. Il est d'autant plus préoccupant de constater que les secteurs d'activité économique à la croissance la plus rapide, comme les services de haute technologie, sont ceux qui créent le moins d'emplois<sup>71</sup>.

L'Organisation internationale du travail (OIT) estime que plus de 201 millions de personnes étaient au chômage dans le monde en 2014, soit plus de 31 millions de chômeurs supplémentaires depuis le début de la crise financière mondiale<sup>72</sup>. Pire encore, l'OIT prédit que les perspectives mondiales pour l'emploi vont continuer à se détériorer, avec une augmentation du chômage mondial de 3 millions de personnes ne serait-ce qu'en 2015. Partout dans le monde, ce sont les jeunes, et surtout les jeunes femmes, qui sont les plus touchés par un taux de chômage élevé, presque le triple de celui des adultes<sup>73</sup>. L'OIT relève que cette tendance est commune dans toutes les régions du monde, malgré la tendance généralisée d'un meilleur niveau d'instruction.

Pour autant, tous les participants au marché du travail ne perdent pas au change. À mesure que la part globale des revenus consacrée aux salaires se rétrécit, au sein de celle-ci, la rémunération des cadres supérieurs ne fait qu'augmenter. Dans un rapport de 2012, l'OCDE a constaté qu'alors même que les travailleurs à faible revenu ont vu leurs revenus baisser, ceux des 1 % à gagner le plus ont augmenté de 20 % au cours des deux dernières décennies<sup>74</sup>. Cela se manifeste par les énormes augmentations des enveloppes salariales octroyées aux PDG. Le salaire moyen (plus les bonus) d'un PDG de l'une des 350 plus grandes entreprises américaines était de 16,3 millions de dollars en 2014, en hausse de 3,9 % par rapport à 2013 et de 54,3 % depuis le début de la reprise économique en 2009 (voir Graphique 4)<sup>75</sup>. Et ce sont principalement les hommes qui en profitent, alors que l'on compte tout juste 22 femmes parmi les PDG des entreprises de S&P 500<sup>76</sup>, signifiant que cette tendance contribue à creuser l'écart salarial entre femmes et hommes. Les salaires élevés des PDG ont eu un « effet de contagion », augmentant la rémunération d'autres cadres supérieurs et managers, contribuant au doublement de la part des revenus de la tranche des 1 % et de celle des 0,1 % des ménages américains les plus riches entre 1979 et 2007<sup>77</sup>. La baisse des taux marginaux d'imposition ces 30 dernières années (c'est-à-dire le pourcentage d'impôts sur les revenus) pour les revenus les plus élevés incite d'autant plus les grandes fortunes à consacrer davantage d'énergie à gonfler leurs enveloppes salariales personnelles dès que l'occasion se présente<sup>78</sup>. La baisse des taux marginaux d'imposition se révèle être étroitement liée à la hausse des parts de revenus avant impôts aussi bien aux États-Unis que dans d'autres pays<sup>79</sup>.

**Graphique 5 : Aux États-Unis, l'augmentation des revenus des PDG surclasse**



Source : Reproduit à partir de L. Mishel et A. Davis (2015) « CEO Pay Has Grown 90 Times Faster than Typical Worker Pay Since 1978 » EPI. <http://www.epi.org/publication/ceo-pay-has-grown-90-times-faster-than-typical-worker-pay-since-1978/><sup>80</sup>

Ce n'est pas que dans les pays riches que les PDG touchent des salaires bien supérieurs aux revenus moyens. Les législateurs en Inde ont promulgué en 2013 un décret de divulgation qui oblige de rendre public le « pay ratio » des PDG (le rapport entre la rémunération du PDG et la rémunération médiane des employés), ce qui constitue une étape importante d'information du public sur le niveau d'inégalité qui existe au sein des entreprises<sup>81</sup>. La Commission indienne des titres et des changes (SEBI) publie actuellement le premier ensemble d'informations de ce type. Elle constate, par exemple, que le patron du plus grand fabricant de cigarettes en Inde est payé 439 fois le salaire médian des employés de sa société, tandis que son homologue d'une entreprise de services informatiques du pays reçoit 416 fois le salaire moyen de ses employés<sup>82</sup>.

## PRIVILÈGE, POUVOIR ET INFLUENCE SONT LES MOTEURS DE LA CONCENTRATION DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

Alors que les populations comptent sur les économies nationales pour produire des emplois, des biens et des services ; ce sont des économies fortes dont nous avons besoin pour assurer la stabilité et réduire la pauvreté, surtout dans les pays les plus pauvres. Il s'agit certes de conditions essentielles, mais il convient de reconnaître aussi que les indicateurs économiques occultent bien des aspects non monétaires du bien-être et du progrès<sup>83</sup>.

Depuis longtemps la libéralisation des marchés a été promue comme la méthode de gestion la plus efficace, laissant le soin aux lois de l'offre et de la demande de parvenir à des prix optimaux pour tous les biens et services<sup>84</sup>. Cette pensée a depuis lors dominé les politiques économiques et influencé les décideurs politiques et particulièrement dans les années 1980. C'est sur cette idée que reposait le Consensus de Washington, avec pour grands principes pour les pays en développement la privatisation, la libéralisation et la stabilité macro-économique (qu'il faut entendre comme stabilité des prix). Cette approche suggérait que les États devaient intervenir le moins possible dans l'économie productive pour permettre aux marchés de s'épanouir<sup>85</sup>. Mais dès les années 1990, des brèches sont apparues dans le modèle du Consensus de Washington. Celui-ci s'est révélé produire plus de torts que de bienfaits dans les nombreux pays en développement qui suivaient ses préconisations<sup>86</sup>. En Égypte par exemple, le fondamentalisme du marché libre et les programmes d'ajustement structurel ont été particulièrement préjudiciables à la capacité des femmes à bénéficier de la croissance, notamment en raison de leur concentration dans un nombre limité de secteurs économiques, de leur mobilité réduite et des charges qui leur reviennent en matière d'assistance et de soins non rémunérés<sup>87</sup>.

Ce modèle « d'application universelle » s'appuyait sur l'hypothèse que nous vivons dans une « économie de parfaite concurrence », où l'information de tous les acteurs est supposée totale et où chacun peut prendre part ; une hypothèse qui n'a jamais pu se confirmer en réalité. Acheteurs et vendeurs n'ont de cesse de chercher à décrocher un avantage sur leurs concurrents, de perturber les règles du jeu pour qu'elles jouent en leur faveur. Des innovations technologiques et organisationnelles, de nouveaux produits ou services et de nouveaux modes de prestation sont autant de moyens de se procurer un avantage. Mais d'autres moyens existent pour tirer à soi des avantages, que ce soit par des relations étroites avec la classe dirigeante, par la distorsion de la réglementation et des lois en sa faveur ou par l'exploitation à son profit des défaillances du marché.

#### **Encadré 1 : Recherche de rente**

« Les ressources peuvent être utilisées de façon improductive pour s'arroger des biens ou des richesses qui existent déjà, ou pour obtenir des politiques qui créent des avantages fondés sur des privilèges. Ce type de comportement improductif est qualifié de recherche de situation de rente. Une situation de rente provient en grande partie de décisions gouvernementales ou politiques... mais on la retrouve aussi dans les relations personnelles et au sein des entreprises et des bureaucraties. »

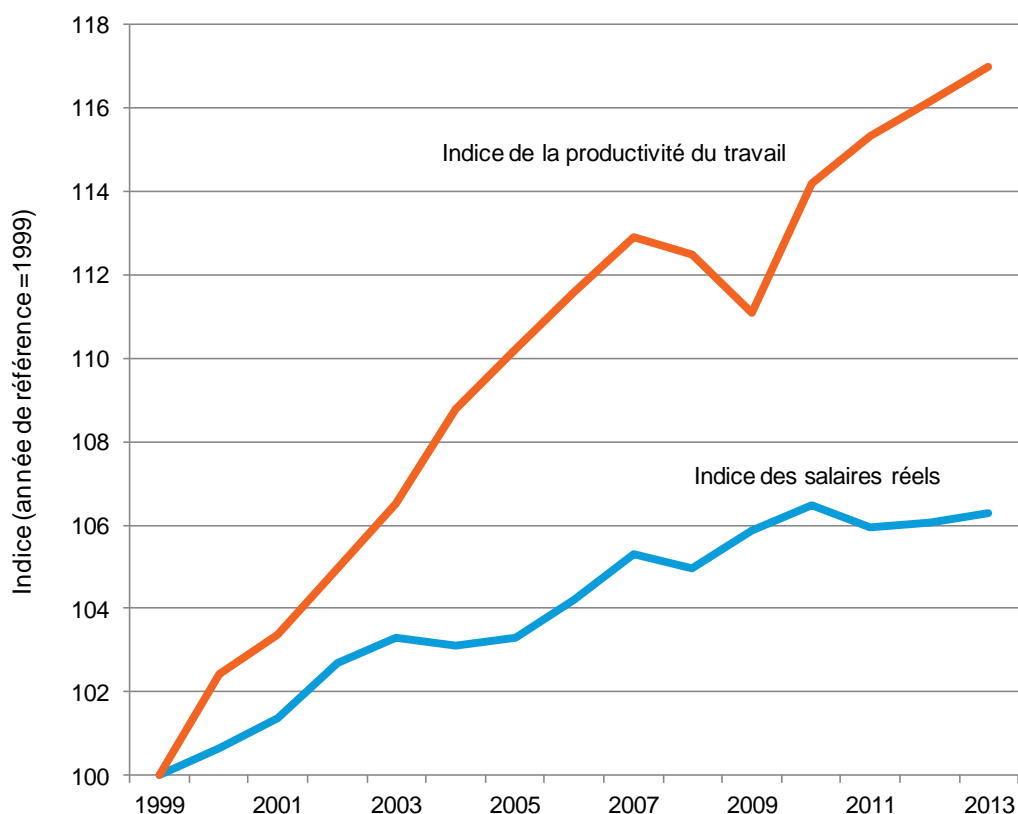
Source : R. D. Congleton et A. L. Hilman (2015) « Companion to Political Economy of Rent Seeking », Edward Elgar Publishing

Il n'est pas toujours nécessaire de procéder à de lourds investissements en matière de travail, d'efforts et de créativité pour obtenir des retours lucratifs et se hisser à une position de puissance et d'avantage économique. En fait, il arrive que la création de revenus et de richesses soit presque intégralement déconnectée de toute productivité ou valeur ajoutée. Il est possible d'illustrer cette situation ainsi : un chef de guerre pose une barrière à l'entrée d'un pont et impose un droit de passage alors même qu'il n'a nullement contribué à la construction de celui-ci. Il est cependant souvent plus difficile d'identifier les cas où les retours sont déconnectés de tout apport de valeur. Ainsi par exemple, une compagnie pétrolière pourrait faire valoir que, en raison de son expertise technologique et de ses investissements

initiaux, les bénéfices qu'elle tire de l'extraction du pétrole sont le juste reflet de la contribution économique apportée par ses activités. Or il convient de faire remarquer qu'une telle compagnie doit également ses bénéfices conséquents ainsi que les salaires mirobolants de ses hauts dirigeants, qui se chiffrent en millions de dollars, à sa capacité d'exclure des concurrents de ce secteur ainsi qu'à la demande internationale de pétrole qui fait monter les prix, et ce d'autant plus quand la production diminue.

Il serait pervers d'affirmer que les contributions de 62 milliardaires seraient équivalentes à celles de 3,6 milliards d'autres personnes. Il est inconcevable que le PDG d'une compagnie de tabac en Inde soit aussi productif que 439 de ses employés, ou que le propriétaire d'une entreprise de prêt-à-porter au Royaume-Uni soit capable de produire autant que plus de 2 000 travailleurs du secteur de l'habillement<sup>88</sup>. Et pourtant, l'écart entre les plus riches et le reste de la population continue de se creuser. L'augmentation du ratio entre le salaire des PDG et le salaire moyen s'est accrue au Royaume-Uni depuis la publication par Oxfam en 2014 de son rapport sur les inégalités, qui se situe dorénavant à 183 contre 1<sup>89</sup>. Pour les détenteurs de capitaux et les hauts dirigeants, les rémunérations ne cessent de croître<sup>90</sup>, tandis que le travailleur moyen reçoit moins tout en contribuant davantage et que le fossé entre la productivité des travailleurs et le salaire qu'ils touchent continue de s'élargir.

**Graphique 6 : Alors que la productivité des travailleurs dans les pays développés augmente, les salaires stagnent.**



Source : Reproduit à partir du Graphique 7, OIT « Global Wage Report 2014/15 ». Base de données de l'OIT sur les salaires dans le monde, Modèles économétriques des tendances de l'OIT, avril 2014.

Les pratiques dites de « copinage » reflètent comment il est possible d'accumuler une telle richesse sans apporter la moindre valeur ajoutée. Les situations de monopole ou de forte participation de l'État, notamment par l'octroi de permis d'exploitation de la part des autorités gouvernementales, sont un terrain facile pour

les pratiques dites de copinage. L'augmentation des richesses des milliardaires issus de ces secteurs de connivence suggère également que l'accumulation de richesses et de revenus se fait aux dépens de tout apport d'avantages ou de valeur associés de valeur ajoutée réelle pour le reste de la société. D'après les données de Forbes pour calculer la concentration des richesses dans les « secteurs de copinage », le magazine *The Economist* constate que les milliardaires issus des économies émergentes et qui doivent leur fortune, tout du moins en partie, à ces secteurs ont doublé leur richesse par rapport à la taille de l'économie, entre 2000 et 2014<sup>91</sup>. *The Economist* constate également que parmi ces grandes fortunes, certains ont bénéficié de l'urbanisation et de l'augmentation des prix immobiliers qui lui sont associés ; que l'envolée des prix des matières premières a enrichi les propriétaires de ressources naturelles du Brésil à l'Indonésie, et que les privatisations, dont certaines ont eu lieu dans des conditions douteuses, ont également produit des retours lucratifs à leurs nouveaux propriétaires privés<sup>92</sup>.

Si l'on regarde la richesse des particuliers qui provient à la fois de secteurs dépendant de l'État et de pays exposés à la corruption ainsi que l'extrême richesse qui a été héritée et non « gagnée », Oxfam estime qu'au moins 50 % de la fortune des milliardaires du monde pourrait avoir été acquise au moins en partie par des moyens non méritocratiques<sup>93</sup>. En Inde, 46 % des milliardaires ont fait fortune dans des secteurs qui dépendent d'une position de pouvoir de marché, d'influence ou d'accès privilégié à l'octroi de permis<sup>94</sup>. Au Mexique, quatre multimillionnaires ont vu leur fortune agrégée augmenter, pour passer de l'équivalent de 2 % du PIB du pays en 2002 à 9 % en 2014<sup>95</sup>. Une partie importante de la fortune de ces quatre individus provient de secteurs qui ont été privatisés, octroyés sous concession et/ou réglementés par le secteur public. German Larrea et Alberto Baillères, par exemple, sont propriétaires de sociétés minières qui ont profité de l'envolée du prix des matières premières<sup>96</sup>.

Les institutions économiques et politiques ont en leur pouvoir soit d'atténuer soit d'exacerber l'écart qui existe entre les rémunérations d'un côté et l'effort et le mérite de l'autre. Elles détiennent les moyens de contrôler le pouvoir sur le marché exercé par des secteurs, des entreprises et des particuliers et la manière dont ils usent de ce pouvoir ; et elles devraient s'en servir. Ainsi par exemple, protéger la propriété intellectuelle est un moyen soit de récompenser à leur juste valeur ceux qui ont fourni labeur et efforts, soit de créer des possibilités pour des entreprises et des particuliers de dominer un marché. Des avantages concurrentiels temporaires procurés par des innovations peuvent se pérenniser via des changements de législation et de réglementation, ce qui a pour effet de fausser le jeu à perpétuité.

En principe, l'économie d'un pays est distincte de son système politique, mais, comme Oxfam l'a démontré dans son rapport de 2014 intitulé « En finir avec les inégalités extrêmes », dans la pratique, ils sont intrinsèquement liés l'un à l'autre<sup>97</sup>. La relation qui existe entre le pouvoir économique et politique et les inégalités crée un cycle qui se répercute sur la conception des instances mises en place et chargées de régir l'économie d'un pays<sup>98</sup>. Les riches peuvent potentiellement peser sur les décisions politiques d'un gouvernement et infléchir les règles en leur faveur, souvent au détriment du reste de la population. La gouvernance démocratique s'en trouve érodée, la cohésion sociale rognée et l'égalité des chances réduite pour tous. Dans le passé, la puissance des travailleurs syndiqués et leur influence sur les instances économiques permettaient d'enrayer certains excès, mais le déclin mondial de la syndicalisation dans le secteur privé a affaibli ce pouvoir et est étroitement associé à la hausse des inégalités<sup>99</sup>.

Au cours des 35 dernières années, les décisions prises en matière de déréglementation et de privatisation, combinées avec l'avènement de l'ère de l'information et de la mondialisation, ont créé de nouveaux débouchés. Dans le même temps, ces forces ont également permis à des secteurs d'activité, à des entreprises et à des particuliers de s'arroger une part disproportionnée du pouvoir économique. Or les conséquences n'ont rien de dérisoire. La concentration du pouvoir économique ne fait que servir davantage les intérêts de ces mêmes secteurs d'activité, entreprises et particuliers, en créant un cercle vicieux et injuste qui pérennise et renforce le contrôle des marchés et des ressources économiques par une élite au détriment d'autrui, autant de leurs concurrents que de leurs employés. Les femmes sont particulièrement désavantagées, en raison de leur absence des postes de direction et de leur surreprésentation dans les secteurs mal rémunérés, dans l'économie informelle et dans les activités non rémunérées et non reconnues. Pour parvenir à un objectif de prospérité partagée, où il est donné à chacun la possibilité de participer à la croissance économique et de voir son travail dûment récompensé, il revient aux institutions qui régissent le mode de fonctionnement de nos économies de servir les intérêts de tous les citoyens plutôt que ceux de la classe politique et économique dirigeante.

Les chiffres présentés dans la première partie de ce document font apparaître des tendances inquiétantes qui méritent de toute urgence qu'on leur prête attention. Le monde ne manque pas de revenus, qui ne cessent de croître, ni de richesses, qui continuent de s'accumuler. Il est injuste que les personnes vivant dans la pauvreté ne voient pas leurs revenus progresser alors que leur survie en dépend, tandis que les détenteurs de capital déjà privilégiés s'approprient une plus grande part des revenus et des richesses, qui se concentrent toujours plus alors que les inégalités ne font que grandir.

## 2 POUVOIR ET PRIVILÈGE EN ACTION

En s'appuyant sur les tendances mondiales et les chiffres relevés dans la première partie, la deuxième partie du présent document fournit des exemples des pouvoirs économique et politique exercés par des mécanismes, des entreprises et des particuliers dans le but d'aménager les règles et les institutions au profit d'une élite. La partie 2.1 se penche sur l'architecture du système fiscal mondial dont les répercussions se font ressentir sur l'ensemble des entreprises et des particuliers. La partie 2.2 s'intéresse à des secteurs spécifiques dans lesquels les personnes en position de pouvoir et d'influence réalisent des gains colossaux tandis que des coûts environnementaux, sociaux et financiers sont supportés par le citoyen lambda. Les secteurs que nous étudions (ceux de l'extraction minière, de la finance et du vêtement) sont certes variés dans leur structure et leur importance nationale, mais ils affichent tous la même tendance à exclure le plus grand nombre des retombées financières qu'ils procurent. La partie 2.3 identifie les structures d'entreprise et les dispositions juridiques existantes qui favorisent la concentration du pouvoir économique. Enfin, la partie 2.4 met l'accent sur le pouvoir que des particuliers exercent en vue de fausser les règles en leur faveur.

### UNE ÉLITE INTÉRESSÉE, QUI AMÉNAGE LE SYSTÈME FISCAL MONDIAL ET LAISSE LES PARADIS FISCAUX INTACTS

Dans tous les pays du monde, les recettes fiscales servent à payer les services publics, les infrastructures, les organes de régulation, les systèmes de protection sociale et d'autres biens et services indispensables à leur bon fonctionnement. Un régime fiscal équitable est essentiel au financement d'un État efficace et opérationnel. Il permet aux gouvernements de s'acquitter de leurs obligations envers les citoyens concernant l'accès à des services essentiels tels que la santé et l'éducation. Dans les pays en développement en particulier, où il existe un besoin encore plus aigu de renforcer les services de santé et d'éducation pour les centaines de millions de personnes en situation d'extrême pauvreté, les recettes fiscales constituent un moyen durable de lever des fonds. Un système fiscal progressif et bien conçu est de nature à aligner la contribution aux recettes publiques de chacun avec ses capacités financières. Or il arrive aussi que les régimes fiscaux nationaux ainsi que la structure de la fiscalité internationale pèchent à cet égard et aient en fait l'effet inverse si bien que la contribution la plus importante est assumée par les plus pauvres<sup>100 101</sup>.

L'actuelle architecture fiscale mondiale a aussi pour effet d'affaiblir la capacité des États à percevoir les impôts qui leur sont dus en facilitant l'évasion fiscale transfrontalière et la dissimulation des richesses. En particulier, les paradis fiscaux<sup>102</sup> et les centres financiers offshore, qui peuvent se caractériser entre autres par le secret bancaire et par des régimes d'imposition nulle ou faible, représentent l'un des dispositifs les plus évidents à la disposition des entreprises et des particuliers pour se soustraire à leurs obligations fiscales. Jusqu'à présent, les États ont échoué à mettre un terme à la pratique mondiale de l'évasion fiscale et au réseau de paradis fiscaux qui la rendent possible<sup>103</sup>. Ce système est exploité par

des intermédiaires professionnels zélés et fort bien rémunérés – banquiers privés, conseillers juridiques, comptables, conseillers en investissement – qui profitent d'une économie mondiale aux frontières de plus en plus effacées. Ce sont les entreprises et les particuliers les plus riches (qui, dans un système d'impôt progressif, devraient payer le plus d'impôt), qui ont le plus à gagner à recourir à cette architecture pour éviter de payer leur juste part d'impôt et qui peuvent se permettre de s'offrir les services d'intermédiaires.

L'exploitation d'échappatoires fiscales et l'évasion fiscale de grande envergure font partie intégrante des stratégies à but lucratif de nombreuses multinationales. Les entreprises peuvent transférer artificiellement la propriété d'actifs ou le coût réel d'opérations vers des filiales factices implantées dans des territoires à faible taux d'imposition ou qui n'exigent pas la divulgation d'informations commerciales pertinentes. Les bénéficiaires « disparaissent » des pays où a lieu « l'activité économique réelle » et sont relocalisés dans des paradis fiscaux. En 2012, par exemple, les multinationales américaines ont déclaré 80 milliards de dollars de bénéfices aux Bermudes, soit plus que leurs bénéfices combinés déclarés au Japon, en Chine, en Allemagne et en France. Ce montant colossal représente 3,3 % du total des bénéfices réalisés par ces sociétés dans le monde. Aussi, il est évident qu'il ne reflète pas l'activité économique réelle aux Bermudes, où le total des ventes ne s'élève qu'à 0,3 %, et sa part du nombre total d'employés ou du total de sa masse salariale ne représente qu'une part minuscule comprise entre 0,01 et 0,02 %<sup>104</sup>.

Les entreprises qui réduisent leur facture fiscale (que ce soit par l'évasion légale ou illégale) bénéficient d'un avantage significatif sur leurs concurrents et les petites et moyennes entreprises (PME) de leur pays. Le système offshore et la concurrence fiscale dommageable coûtent aussi aux États des milliards de dollars par an. Bien que les montants exacts en jeu restent inconnus, il est clair qu'il s'agit là d'un problème important. En étudiant les données publiques de plus de 200 entreprises, dont les 100 plus grandes au monde et les partenaires stratégiques du Forum économique mondial, Oxfam a constaté que 9 sur 10 sont présentes dans au moins un paradis fiscal<sup>105</sup>. D'après les données du FMI, le montant des investissements des entreprises dans ces paradis fiscaux a pratiquement quadruplé entre 2000 et 2014<sup>106</sup>. Le recours aux paradis fiscaux et à d'autres pratiques d'évasion fiscale se répercute sur tous les pays quel que soit leur niveau de revenu, y compris les plus pauvres. On estime que l'évasion fiscale des multinationales coûte environ 100 milliards de dollars par an aux pays en développement<sup>107</sup>.

Alors que les recettes fiscales en provenance des multinationales et des particuliers fortunés restent bien en-deçà de leur potentiel, les États se trouvent confrontés à deux options : soit réduire les dépenses indispensables à la réduction des inégalités et de la pauvreté, soit compenser le manque à gagner en imposant davantage d'autres franges moins aisées de la société et les petites entreprises. Quelle que soit l'option retenue, les plus pauvres en sortent perdants et le fossé des inégalités ne cesse de se creuser. Le monde offshore et l'opacité qu'il offre constitue aussi un refuge sûr pour le blanchiment des revenus issus de la corruption de la classe politique, du commerce illicite d'armes et du trafic de drogue international, ce qui contribue à la propagation du crime mondialisé et au pillage des fonds publics par des élites corrompues. L'évasion fiscale a été décrite à juste titre par l'International Bar Association comme une violation des droits humains<sup>108</sup> et par le président de la Banque mondiale comme « une forme de corruption au



détriment des pauvres ». La crise des inégalités ne sera révolue que lorsque nous mettrons fin une fois pour toutes à l'ère des paradis fiscaux.

Cela fait trop longtemps déjà qu'un consensus mondial prônant une approche plus significative de lutte contre les « pratiques fiscales dommageables » se fait attendre. Il y a quinze ans, le rapport de l'OCDE intitulé « Concurrence fiscale dommageable » proposait que les pays « envisagent de mettre fin aux conventions fiscales qu'ils ont conclues avec les administrations figurant sur la liste des paradis fiscaux »<sup>109</sup>. Malheureusement, les pays de l'OCDE qui opèrent dans la pratique comme des paradis fiscaux, ainsi que d'autres pays-membres d'influence qui abritent les plus grandes sociétés du monde, sont parvenus à l'époque à bloquer tout progrès dans ce sens. Il est triste de constater que nous payons aujourd'hui encore les frais de ce manque de volonté politique. Le projet BEPS sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices lancé sous l'impulsion du G20 et de l'OCDE, qui a reçu l'aval des dirigeants du G20 en novembre 2015, a une fois de plus peu fait pour juguler les pratiques fiscales dommageables<sup>110</sup>, et la moindre tentative d'introduction de règles plus strictes a fini par être édulcorée<sup>111</sup>. Ce projet représentait une opportunité historique de mettre fin à tous les scandales et pratiques abusives qui défraient de plus en plus la chronique partout dans le monde, mais cette chance unique a été négligée.

## LES INITIÉS DU SECTEUR

### Les industries extractives

Les ressources pétrolières, gazières et minières non renouvelables jouent un rôle dominant dans l'économie de nombreux pays. Les possibilités de génération de revenus et de richesses, les progrès technologiques et les recettes publiques associées aux activités de ces secteurs sont gigantesques par rapport à ceux des autres secteurs productifs. Néanmoins, les gains considérables apportés par ce secteur sont susceptibles d'être très fortement concentrés dans les mains d'une poignée d'acteurs. Cette situation a de fortes chances de privilégier une économie axée sur l'optimisation de la valeur extraite de ces actifs, plutôt que sur l'innovation, la création d'emplois et d'entreprises qui profitent à la majorité.

Les États tout comme les entreprises tirent profit des ressources naturelles quand les technologies et le savoir-faire en permettent l'extraction à un coût économiquement viable et lorsque les marchés internationaux des matières premières garantissent des prix élevés. La législation, la géologie et des connaissances spécialisées permettent aussi de dégager des rendements élevés, qui préservent les activités du secteur de la concurrence de marché et aboutissent à la création de monopoles. Le secteur est contrôlé par des sociétés étatiques, dont certaines, comme la Sonangol en Angola, assument de front la charge d'administrer et de réglementer le secteur<sup>112</sup>. Il arrive aussi que le contrôle soit concentré dans les mains d'acteurs privés : par exemple, la vente du géant pétrolier russe Yukos à Mikhaïl Khodorkovski en 1995 a eu pour effet de créer un monopole pétrolier privé doté d'une puissance économique et d'une domination du marché considérables<sup>113</sup>.

Contrairement à la majorité de la population, il est rare que les quelques nantis qui s'en arrogent les bénéfices doivent supporter les coûts économiques, sociaux et environnementaux à plus large échelle résultant des activités dans ce secteur. Les activités extractives se répercutent sur l'habitat et l'environnement des populations. Au Brésil et au Mexique par exemple, la déforestation à des fins d'extraction minière ou d'agriculture intensive à grande échelle se fait au détriment des populations autochtones qui voient leur lieu de vie réduit à néant<sup>114</sup>. Les populations employées dans d'autres secteurs économiques en subissent également les coûts : alors que l'appréciation des devises locales affecte la compétitivité des autres secteurs d'exportation, l'État donne la priorité aux investissements et aux subventions dans ce secteur au détriment des autres et l'offre de salaires conséquents attire les travailleurs les plus qualifiés. À long terme, ce sont les générations futures, au-delà de toutes frontières, qui subiront les conséquences de l'extraction de ces ressources dont les répercussions se feront sentir sous forme de changement climatique<sup>115</sup>.

Les acteurs du secteur des industries extractives cherchent avant tout des rendements élevés et utilisent leur puissance économique et leur accès à la classe politique pour conforter leur position et accroître leurs avantages. Ainsi, l'État accorde des subventions au secteur afin de garantir sa santé financière alors qu'il n'en est rien pour les formes plus écologiques et durables de production d'énergie. Les gouvernements des pays du G20 consacrent à eux seuls 452 millions de dollars sous forme de subventions chaque année pour la production de combustibles fossiles<sup>116</sup>. Les contrats et les opérations financières relevant de ce secteur sont enveloppés du plus grand secret. Les groupes d'intérêt de ces secteurs ont tout fait pour bloquer toute législation visant à améliorer la transparence des revenus issus des industries extractives et à renforcer leur responsabilité. L'American Petroleum Institute (API), l'un des plus grands opposants à de telles mesures, a consacré pas moins de 360 millions de dollars en lobbying auprès du Gouvernement des États-Unis entre 2010 et 2014<sup>117</sup>. Bien qu'il soit désormais prouvé que les hydrocarbures jouent un rôle dans l'accélération du changement climatique, les groupes d'intérêt du secteur continuent de financer des think-tanks qui réfutent la réalité de ce phénomène<sup>118</sup>. Cela fait plus de 30 ans qu'ExxonMobil s'attacherait à nier délibérément le lien qui existe entre les combustibles fossiles et le changement climatique<sup>119</sup>.

Avec des revenus pétroliers représentant 70 % du total des recettes publiques en 2011<sup>120</sup> et 90 % des recettes d'exportation du pays, le Nigeria est le plus grand exportateur de pétrole en Afrique. Les compagnies pétrolières internationales dominent les activités de ce secteur, générant des milliards de dollars de bénéfices, et les propriétaires nigériens de concessions pétrolières en ont eux aussi largement profité, plusieurs particuliers étant devenus ainsi des milliardaires<sup>121122</sup>. Le secteur se caractérise par une relation étroite et pernicieuse entre politique et économie, qui a eu pour effet de nuire à la distribution équitable de la manne pétrolière auprès de la population du Nigeria. Un rapport paru récemment dans la presse nigérienne a révélé la liste des particuliers devenus propriétaires de concessions pétrolières grâce à leur aptitude à user à leur profit des rouages de l'État<sup>123</sup>. Les élites politiques corrompues ont abusé des conditions inscrites dans les contrats des compagnies pétrolières internationales les obligeant à s'associer à des entreprises locales en créant des sociétés-écran pour s'approprier leur part des retombées financières.

Pendant que ces dynamiques s'opèrent entre les sommités de la classe économique et politique, plus de la moitié de la population ne tire pas le moindre avantage de ce secteur et vit dans une extrême pauvreté avec moins de 1,90 dollar par jour<sup>124</sup>. Le détournement de la manne pétrolière et le lobbying exercé activement par les compagnies en vue de réduire leurs contributions au budget national (voir Encadré 2) ont pour effet de réduire les fonds alloués aux services publics et aux infrastructures. Ces derniers font gravement défaut et seraient pourtant à même d'endiguer la pauvreté. Les citoyens les plus pauvres sont également contraints de supporter les dommages causés à l'environnement, qui dans le delta du Niger mettront une trentaine d'année à s'estomper<sup>125</sup>. Reconnaisant ces difficultés et l'importance d'un meilleur contrôle du secteur, le gouvernement arrivé au pouvoir en mai 2015 a fait plusieurs déclarations politiques majeures et a pris des mesures pour remédier à la situation. L'une d'entre elles vise à remettre en service les raffineries locales de petite échelle et à obliger pour la première fois de son histoire la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) à publier ses coûts d'exploitation mensuels<sup>126</sup>.

### **Encadré 2 : Les compagnies pétrolières au Nigeria se sont activement opposées à des mesures fiscales qui seraient bénéfiques pour les communautés**

Le projet de loi sur l'industrie pétrolière, le « PIB » (Petroleum Industry Bill) a été rédigé pour la première fois en 2007 et fait l'objet de débats depuis plusieurs années. Celui-ci prévoit une nouvelle taxe de 10 % sur les bénéfices qui serait reversée aux communautés locales, ainsi que l'augmentation des taux de redevances. Les compagnies pétrolières (principalement Shell, ExxonMobil, Chevron, Texaco et Total, qui sont toutes membres du groupe sectoriel OPTS (Oil Producers Trade Section)) s'opposent depuis longtemps à ce projet de loi, comme en attestent différents rapports. « Les compagnies pétrolières internationales ont exercé de fortes pressions pour diluer les conditions fiscales proposées dans le désormais célèbre projet de loi PIB », selon un rapport<sup>127</sup>.

L'investiture du nouveau président du Nigeria, Muhammadu Buhari, a eu lieu le 29 mai 2015. Le 4 juin, la Chambre des Représentants entérinait le projet de loi PIB. Or le 9 juillet, il a été annoncé que le nouveau gouvernement avait l'intention de renvoyer le projet de loi « à la case départ, et que plus particulièrement il allait en revoir les conditions fiscales<sup>128</sup> selon des documents confidentiels obtenus au sein du parti au pouvoir »<sup>129</sup>. La campagne menée semble avoir porté ses fruits. « Le nouveau gouvernement n'a pas encore arrêté les conditions qui seront inscrites dans le nouveau projet de loi, mais il affirme qu'il s'appuiera sur les consultations qui ont eu lieu avec les compagnies pétrolières internationales », a-t-il été indiqué<sup>130</sup>.

Source : Étude de cas compilée par Mark Curtis de Curtis Research

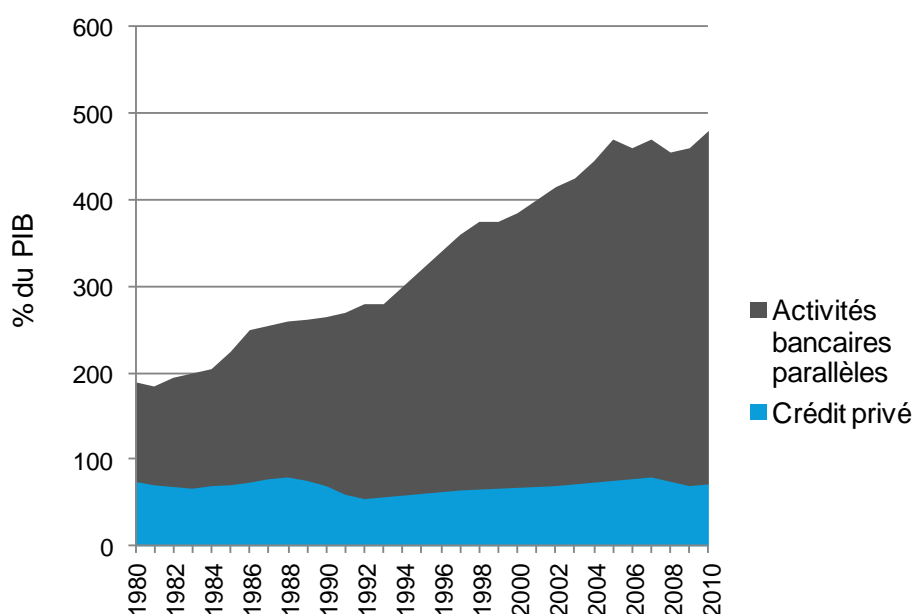
## **Le secteur financier**

Le secteur financier a connu une croissance rapide au cours des dernières décennies, notamment sous l'impulsion de la croissance de grandes banques et d'autres établissements financiers aux États-Unis, au Canada et en Europe<sup>131</sup>. Ce secteur représente maintenant près de 15 % du PIB mondial<sup>132</sup>. On lui doit aussi la création de quelques-unes des entreprises les plus grandes et les plus rentables de la planète, dont 437 des 2 000 premières entreprises au monde en 2014, selon le classement Forbes Global 2000. Les actifs des sociétés financières qui appartiennent à ce groupe sont en moyenne cinq fois supérieurs à ceux des entreprises non financières<sup>133</sup>. Partout dans le monde, le secteur a permis à plus

de gens que jamais d'avoir accès à des services financiers : 62 % de la population adulte mondiale possèdent maintenant un compte bancaire, soit une hausse par rapport à 51 % en 2011<sup>134</sup>. Ce secteur a également contribué à enrichir considérablement des particuliers, 20 % des milliardaires en dollars dans le monde en 2014 étant listés comme ayant des intérêts ou des activités liées aux secteurs de la finance et des assurances<sup>135</sup>.

Depuis les années 1980, les activités du secteur financier ont dépassé la seule prestation de services financiers à destination des particuliers et des entreprises. Ils comprennent dorénavant un ensemble complexe d'outils et de mécanismes visant à créer de la valeur à partir d'opérations, d'activités de spéculation et du prix des actifs, qui n'apportent aucune valeur ajoutée, rendements ou productivité dans l'économie réelle, mais qui pour autant dominent aujourd'hui le secteur<sup>136</sup>. La dérégulation du secteur financier au cours des 30 dernières années y est pour beaucoup<sup>137</sup>. Le secteur bancaire parallèle (c'est-à-dire les intermédiaires financiers non bancaires qui ne sont pas soumis à un contrôle réglementaire) domine désormais les activités du secteur financier, comme l'illustre le Graphique 7<sup>138</sup>. Aux États-Unis, le secteur financier représente dorénavant près de 30 % de tous les bénéfices d'exploitation, soit le double par rapport aux années 1980<sup>139</sup>, bien qu'il soit responsable de moins de 10 % de la valeur ajoutée dans l'économie<sup>140</sup>. Au niveau individuel, on estime qu'une part comprise entre 30 % et 50 % de la rémunération des employés du secteur de la finance excède la valeur ajoutée qu'ils apportent<sup>141</sup>. Le meilleur exemple de ce décalage entre la valeur ajoutée et les salaires se trouve sans doute parmi les rémunérations octroyées aux membres des équipes de direction de Bear Stearns et de Lehman Brothers, qui se chiffraient à 650 millions de dollars pour la première et à 400 millions de dollars pour la deuxième entre 2003 et 2008, à une période où ces deux entreprises se dirigeaient vers les faillites les plus spectaculaires de toute l'histoire financière américaine<sup>142</sup>.

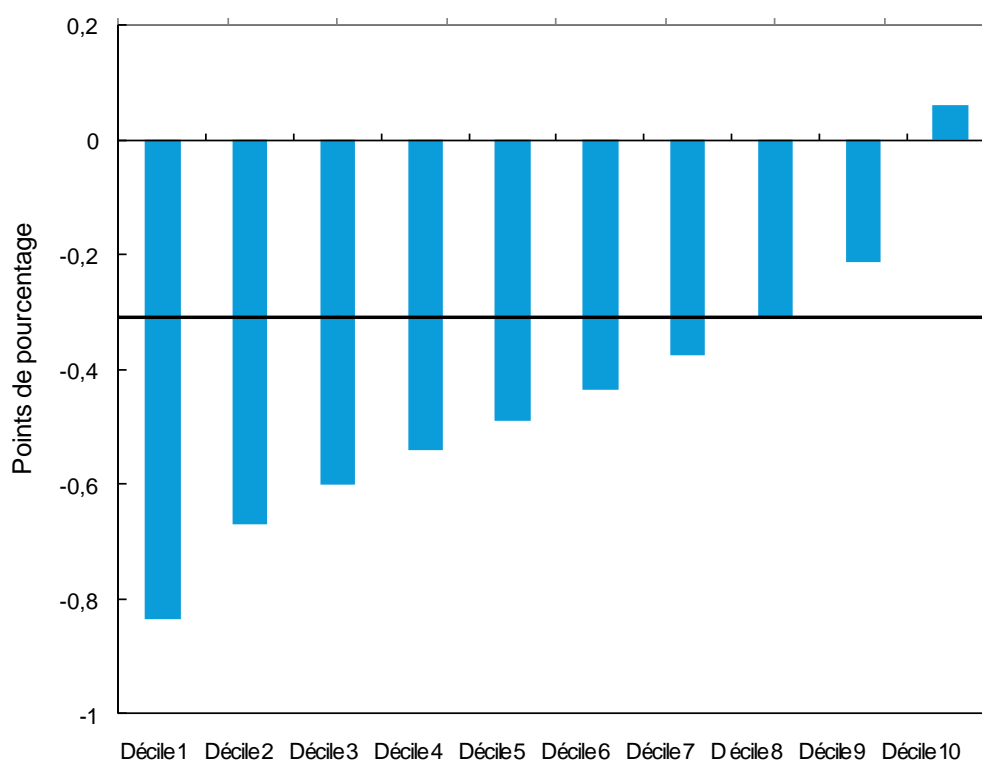
**Graphique 7 : La croissance du secteur financier en termes de pourcentage du PIB aux États-Unis a été portée par la croissance des activités bancaires parallèles plutôt que par la hausse du crédit privé**



Source : R. Sahay et al. (2015) « Rethinking Financial Deepening », FMI

Les bénéficiaires et les salaires dans le secteur la finance dépassent de loin ceux de l'économie réelle<sup>143</sup>. Il n'est donc pas surprenant de constater que l'écart se creuse de plus en plus entre les ultra-riches qui ont des intérêts dans le secteur et tout le monde d'autre, exacerbant ainsi les inégalités. Le secteur financier verse à ses employés des salaires bien trop élevés, ce qui a pour effet d'aggraver les inégalités salariales, notamment entre les femmes et les hommes, les hommes de ce secteur gagnant 22 % de plus que les femmes à compétences et qualifications égales. À mesure que le secteur financier se développe, des crédits sont accordés à des ménages qui n'y avaient pas accès auparavant, mais à des conditions susceptibles d'accroître les inégalités. En effet, les particuliers à haut revenu bénéficient de meilleures possibilités d'investissement et de rendements élevés (voir le Graphique 7), tandis que le coût de l'emprunt pour les salariés à faible revenu est bien plus élevé. Il s'agit d'un problème de plus en plus aigu là où les marchés financiers sont excessivement dérégulés<sup>144</sup>. Un secteur financier de grande envergure s'accompagnant d'une régulation moindre présente aussi la menace potentielle de la sous-évaluation systématique des risques. Celle-ci peut mener à des opérations et des comportements tels que ceux qui sont à l'origine de la crise financière de 2008<sup>145</sup>. Les banques ont été renflouées par des fonds publics, que les citoyens vont devoir rembourser pendant les générations à venir. En raison de l'interconnectivité qui existe entre le monde de la finance et les économies mondiales<sup>146</sup>, les coûts du ralentissement prolongé de la croissance n'épargnent personne. En Europe, par exemple, les plans d'austérité en réponse à cette crise ont frappé plus durement les plus pauvres<sup>147</sup>, tandis qu'aux États-Unis, les plus riches ont été les premiers à profiter des retombées – et non des moindres – de la reprise économique. En effet, 95 % de la croissance économique post-crise a bénéficié aux 1 % les plus riches<sup>148</sup>.

**Graphique 8 : La malédiction de la finance : un secteur financier élargi cause le plus de tort aux plus démunis et profite le plus aux nantis**<sup>149</sup>



Note : Les effets simulés de l'expansion du crédit et des marchés boursiers varient en fonction de la répartition des revenus. Le graphique montre le lien qui existe entre la hausse des revenus des ménages pour les différents déciles et une expansion de 10 % du PIB de l'expansion du crédit intermédié. Source : <http://www.oecd.org/eco/How-to-restore-a-healthy-financial-sector-that-supports-long-lasting-inclusive-growth.pdf>

Le développement d'outils et d'instruments sophistiqués de gestion des flux financiers à l'échelle mondiale a également permis aux entreprises et aux particuliers de retirer de manière illicite leur argent de juridictions partout dans le monde, et ce sans laisser de traces<sup>150</sup>. En particulier, le secteur bancaire a établi une forte présence dans les paradis fiscaux, offrant ainsi un refuge sûr pour les fraudeurs. La majorité de la richesse offshore est gérée par seulement 50 banques, dont les 10 plus actives gèrent 40 % de ces actifs offshore<sup>151</sup>. Les banques ont exercé de fortes pressions pour préserver les paradis fiscaux en vue d'aider les entreprises internationales qui cherchent à éviter de payer des impôts<sup>152</sup>.

Par ailleurs, il a été prouvé que les économies des pays dotés d'un secteur financier prépondérant affichent une croissance de long terme plus lente que celles qui sont plus équilibrées, puisque la domination des activités financières a pour effet d'évincer d'autres secteurs productifs<sup>153154</sup>. Mais l'expansion du secteur financier influe également sur les économies qui ne sont pas réputées pour leur financiarisation. Dans les marchés émergents, les besoins financiers de la majorité des citoyens sont encore loin d'être satisfaits. Pourtant, il y a fort à craindre que le secteur évolue au profit des acteurs financiers et des actionnaires si celui-ci choisit de collaborer avec des entreprises très rentables, plutôt que de fournir des services financiers à l'ensemble de l'économie<sup>155</sup>. Les femmes sont les premières à pâtir de l'inadaptation du secteur financier à leurs besoins. Dans les pays en développement, la probabilité qu'une femme possède un compte bancaire officiel est 20 % inférieure à celle des hommes, et la différence est de 17% quant à la probabilité d'avoir emprunté de l'argent auprès d'un établissement officiel au cours de l'année précédente<sup>156</sup>.

La réussite économique s'accompagne d'un gain de pouvoir et d'influence, en particulier vis-à-vis des politiques et des institutions ayant vocation à contrôler et réglementer les activités du secteur. Les entreprises puisent dans leurs ressources financières pour s'offrir les services de milliers de lobbyistes dans le but d'exercer une influence directe sur les décideurs politiques. En 2014, des sociétés financières et des compagnies d'assurance ont dépensé près de 500 millions de dollars en activités de lobbying rien qu'à Washington<sup>157</sup>. Les investissements réalisés par les sociétés financières dans des programmes de recherche et des think-tanks ont également un poids important : ainsi par exemple, en 2014, le secteur financier a fait don d'au moins 1,3 million de livres sterling à 18 des think-tanks les plus puissants du Royaume-Uni, ce qui soulève quelques interrogations quant à leur indépendance<sup>158</sup>. Les organismes de régulation gouvernementaux déjà fortement sollicités sont confrontés à des « juristes, des lobbyistes et des think-tanks non-indépendants, qui disposent tous du temps et de l'argent nécessaires pour présenter des arguments juridiques et économiques percutants mais fortement biaisés », selon une analyse<sup>159</sup>.

Au niveau individuel, des managers financiers exploitent aussi la moindre occasion qui leur est donnée de s'accaparer les rentes parfois via des moyens illicites<sup>160</sup>. Une enquête récente sur les employés du secteur financier aux États-Unis et au Royaume-Uni a permis de constater que plus d'un tiers (34 %) de ceux dont le salaire annuel est supérieur ou égal à 500 000 dollars avaient été témoins, ou avaient eu connaissance d'actes répréhensibles sur leur lieu de travail au sein de leur entourage immédiat. 23 % des personnes interrogées ont estimé que leurs collègues s'étaient livrés à des activités illégales ou contraires à l'éthique dans le

but de gagner un avantage, contre 12 % en 2012<sup>161</sup>. De même, un tiers des professionnels de la finance basés au Royaume-Uni se sentent contraints de déroger à leurs critères éthiques sur leur lieu de travail<sup>162</sup>. Les récents scandales qui ont secoué le monde entier ont impliqué des banquiers qui consentent à des prêts abusifs et discriminatoires, à des pratiques abusives sur les cartes de crédit, à des manipulations boursières (par exemple, du taux Libor) et à une foule d'autres écarts de conduite. Ils ont concouru à généraliser l'opinion selon laquelle le secteur pêche aussi par un manque de morale et une culture de la corruption<sup>163</sup>.

## **Le secteur vestimentaire**

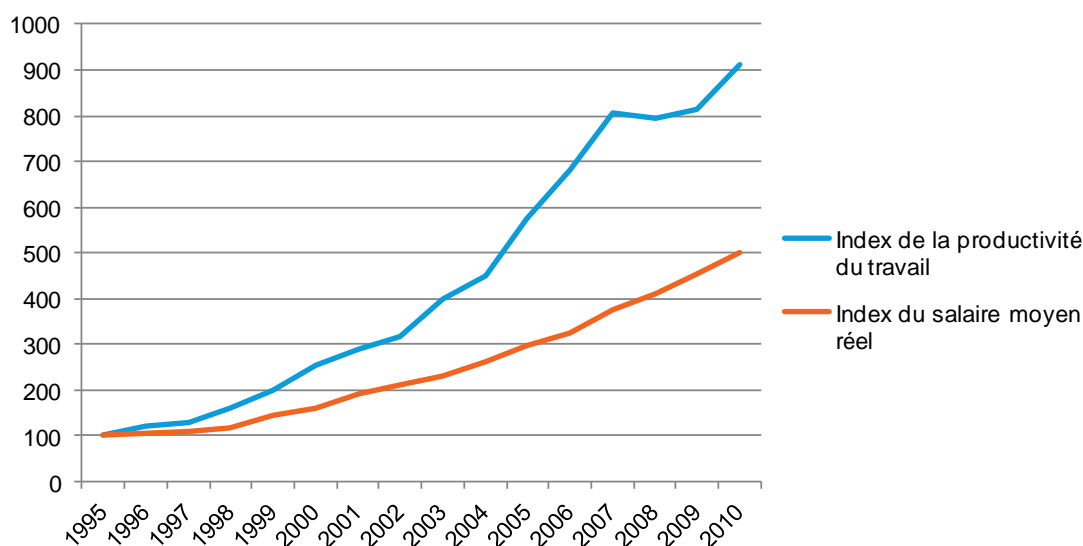
La mondialisation, et avec elle l'intensification du commerce transfrontalier, ont créé des débouchés qui ont permis à des économies à bas salaires d'être extrêmement compétitives sur les marchés internationaux des produits et services dont la production et la livraison sont très demandeuses en main-d'œuvre. Plusieurs pays, surtout en Asie de l'Est, ont saisi cette occasion en asseyant leur croissance et leur développement sur des emplois à bas salaire. En Chine, par exemple, la croissance rapide de ces 30 dernières années, tirée par les exportations, a permis de créer des millions d'emplois<sup>164</sup> et de sortir des centaines de millions de personnes de l'extrême pauvreté. Dans de nombreux pays asiatiques, la croissance du secteur vestimentaire a été plus particulièrement un élément essentiel de leurs stratégies de développement.

La réussite du secteur vestimentaire à forte intensité de main-d'œuvre repose en grande partie sur des bas salaires et une forte productivité. La grande distribution, en particulier aux États-Unis et en Europe, a délibérément adopté un modèle de sous-traitance de la production dans des pays à bas salaires, en profitant des changements stratégiques et politiques qui s'opéraient à l'échelon mondial. Il en découle une séparation entre d'une part les activités de la grande distribution, où les prix sont fixés et la réputation de la marque est primordiale, et d'autre part la production, où sont diluées la responsabilité et l'obligation de rendre des comptes de l'entreprise vis-à-vis des travailleurs et de leurs conditions de travail. Les grandes marques sont en mesure de faire appel à un large éventail de fournisseurs à travers le monde, lesquels sont constamment en concurrence les uns avec les autres, et mettent à leur tour les travailleurs à bas salaire en concurrence entre eux, de sorte qu'ils ont peu de moyen de peser sur la chaîne d'approvisionnement.

Des études montrent qu'il serait possible d'augmenter les salaires avec peu ou pas de répercussion sur les prix payés par la grande distribution ou le consommateur<sup>165</sup>. Toutefois, en raison des pressions exercées sur les prix et du pouvoir de négociation limité des travailleurs, des hausses même minimales se heurtent à de fortes résistances du fait de leur impact sur la rentabilité<sup>166</sup>. Les États qui cherchent à attirer des investissements et à créer des emplois ont tout intérêt à faire perdurer cette situation, ce qui maintient le coût de la main d'œuvre au plus bas pour les investisseurs internationaux. De surcroît, il n'est pas rare que les gouvernements octroient des incitations fiscales, facilitent l'accès au foncier et négligent les risques environnementaux dans l'optique d'encourager les multinationales à faire appel à la main-d'œuvre locale. C'est ainsi qu'en Chine, par exemple, bien que la productivité du secteur vestimentaire ait doublé, les salaires n'ont suivi cette hausse que de moitié (voir le Graphique 9)<sup>167</sup>.

Entre 2001 et 2011, les salaires des ouvriers de l'industrie textile dans la plupart des 15 principaux pays exportateurs de vêtements au monde ont diminué en valeur absolue<sup>168</sup>. La pratique assumée qui consiste à verser aux femmes des salaires inférieurs a été reconnue comme un facteur clé de la hausse de la rentabilité, et dans la plupart des cas, les postes les moins bien payés sont occupés par des femmes. Les inégalités entre femmes et hommes ont été expressément avancées comme des vecteurs favorables à ce processus<sup>169</sup>. Il n'y a pas de doute que cela permet aux entreprises situées plus en amont de la chaîne d'approvisionnement de verser des dividendes, alors que les coûts de production restent faibles et que les prix payés par les consommateurs baissent<sup>170</sup>. La plupart de la valeur ajoutée de la chaîne de valeur vestimentaire est transférée vers les acheteurs, qui contrôlent les activités immatérielles telles que le développement des produits, le design, le marketing, la stratégie de marque et la gestion. Celles-ci représenteraient entre 60 et 75 % de la valeur ajoutée<sup>171</sup>. Ce sont les groupes d'intérêt situés au sommet de la chaîne d'approvisionnement qui se partagent les recettes et qui exercent leur pouvoir économique et politique pour tirer le maximum de profit au détriment des travailleurs.

**Graphique 9 : Hausse de l'emploi et de la productivité dans le secteur vestimentaire chinois, mais les salaires réels restent à la traîne**<sup>172</sup>



Le textile a beaucoup contribué à la croissance et à la création d'emplois au Bangladesh<sup>173</sup>, ce secteur représentant 75 % de l'ensemble des emplois manufacturiers dans le pays. Cependant, les retombées de ce secteur profitent surtout aux entreprises situées en amont de la chaîne de valeur. Les statistiques de la croissance nationale ne rendent pas compte de la répartition des produits de cette économie. La plupart des emplois sont peu qualifiés, offrent peu de perspectives et sont précaires ; et 85 % des travailleurs du textile sont des femmes<sup>174</sup>. Pour ne rien arranger, c'est presque toujours aux femmes bangladaises que revient la charge des activités de garde non rémunérées et des tâches domestiques. Elles reçoivent en général peu de soutien de la part des hommes du ménage, et pas plus de la part de l'État. Par exemple, les travailleuses du textile sont quatre fois plus susceptibles que les hommes de s'occuper des enfants malades ou de personnes dépendantes<sup>175</sup>. Il est décevant de constater à quel point le secteur n'est pas à la hauteur de son potentiel en matière de qualité des emplois et de conditions de travail, ainsi que des avantages sociaux et de développement afférents.



L'injustice ressentie par les travailleurs dépasse la question de la rémunération. Le sort des travailleurs dans les usines de confection au Bangladesh a retenu l'attention internationale en avril 2013, lorsque 1 134 d'entre eux<sup>176</sup> ont trouvé la mort dans l'effondrement de l'usine de Rana Plaza à Dhaka. La course à l'optimisation des bénéfices se fait au détriment des conditions de sécurité. Les entreprises mettent ainsi en danger de mort de nombreuses personnes. Malgré l'émoi, les discours qui ont suivi cette tragédie n'ont pas été suivis d'actions, puisque les intérêts financiers de court terme des acheteurs priment toujours, dans ce secteur où incendies et manquements à la sécurité restent monnaie courante<sup>177</sup>.

Il est désormais communément admis que les retombées financières du secteur textile gagneraient à être réparties plus équitablement. Des avancées notables ont été réalisées dans plusieurs pays où les acheteurs ont aidé à faire valoir les arguments en faveur d'une hausse des salaires et de l'amélioration des conditions de travail, reconnaissant l'injustice que présente l'actuel rapport de forces. Au Myanmar, par exemple, lorsque le gouvernement a rendu publique sa proposition de salaire minimum national en juillet 2015, plusieurs fabricants de vêtements ont demandé à en être exemptés, affirmant que cela remettrait en cause la pérennité de leurs entreprises. Encouragées par Oxfam, et sous la direction de l'Ethical Trading Initiative (ETI) au Royaume-Uni et de la Fair Labor Association aux États-Unis, 30 marques européennes et américaines (dont Tesco, Marks & Spencer, Primark et Gap) ont écrit au Gouvernement du Myanmar, en faisant valoir qu'« un salaire minimum qui a été négocié par toutes les parties aura pour effet d'inciter plutôt que de décourager les sociétés internationales à acheter des vêtements du Myanmar ». Cette lettre a suscité un débat animé dans les médias locaux. La demande d'exemption a finalement été rejetée et le nouveau salaire minimum est entré en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 2015<sup>178</sup>.

Des conditions de travail non équitables mettent en péril la réputation de la marque, d'où l'introduction d'une pléthore d'audits sociaux et de programmes de certification. Les plus grandes marques ont détaché davantage de personnel pour contrôler ce qui se fait dans les usines et conseiller les employeurs sur les moyens d'améliorer les conditions de travail. Ces efforts omettent toutefois de s'attaquer aux caractéristiques plus structurelles du mode de fonctionnement du secteur textile. Les marques comme les acheteurs ont le pouvoir de réduire les coûts à une extrémité de la chaîne d'approvisionnement, tout en dégageant des bénéfices à l'autre, pendant que certains États maintiennent les salaires à un niveau délibérément bas afin d'attirer des entreprises<sup>179</sup>. La nécessité d'une refonte de la structure dans son ensemble se fait jour, ceci afin de fournir une part de valeur plus équitable et de favoriser un marché qui récompense les employeurs, les marques et les entreprises de grande distribution qui fournissent des emplois de bonne qualité.

## DOMINATION PAR LES ENTREPRISES

### Monopole : la puissance d'un seul

Lorsqu' une entreprise domine à elle seule un marché, ses activités et ses stratégies peuvent déterminer les prix et les produits offerts. L'absence de concurrence présente des possibilités pour les entreprises de fixer des prix qui leur permettent de dégager des rendements bien supérieurs à leur valeur réelle et à la productivité. Il est rare de trouver un monopole pur par lequel une seule entité contrôlerait l'intégralité du marché, mais il existe de nombreux exemples d'entreprises qui jouissent d'un pouvoir de monopole caractérisé par une part de marché supérieure à 25 %. Parmi les noms les plus emblématiques, on compte Google, qui possède 69 % du marché mondial des moteurs de recherche sur Internet et qui en 2014 a déclaré des bénéfices de 4 milliards de dollars. Non seulement Google définit le mode d'utilisation d'Internet, mais il exerce aussi une influence majeure sur les lois de protection des données dans le monde entier<sup>180</sup>. D'autres entreprises monopolistiques sont de moindre notoriété, ce qui ne les empêche pas pour autant d'avoir un impact significatif sur la vie des gens. Environ 80 % du maïs récolté aux États-Unis est génétiquement modifié par Monsanto, une entreprise qui domine également le programme mondial des recherches sur les cultures génétiquement modifiées et leurs normes de sécurité<sup>181</sup>. Ces entreprises mastodontes ont non seulement le pouvoir de fixer les prix pour maximiser leurs profits, sans avoir guère à craindre de la concurrence, mais elles influencent également la politique de ces marchés, avec les incidences bien plus profondes que cela entraîne sur les sociétés.

L'industrie des boissons alcoolisées fait l'objet d'une formidable concentration du marché depuis la fin des années 1970. Entre 1979 et 2006, les 10 plus gros producteurs de bière ont plus que doublé leur part du marché mondial, la faisant passer de 28 % à 70 %<sup>182</sup>. L'entreprise Anheuser-Busch InBev (AB InBev) implantée en Belgique est la plus grande société brassicole au monde, et vend plus de 200 marques de bières différentes à travers l'Europe, l'Asie et l'Amérique. Non contente de dominer le marché, l'entreprise exerce aussi un poids politique très conséquent. AB InBev a dépensé 3,7 millions de dollars en activités de lobbying auprès du Gouvernement des États-Unis en 2014, et 56 des 141 rapports de lobbying qu'elle a déposés portaient sur des questions relatives à la fiscalité<sup>183</sup>. ABInBev a utilisé de son influence pour cibler délibérément la législation conçue dans l'intérêt public, par exemple en établissant des normes publicitaires volontaires afin d'éviter que ne soient imposées des mesures limitatives sur la publicité visant les jeunes<sup>184</sup>. Au Brésil avant la Coupe du monde de 2014, elle s'est associée à la FIFA pour faire pression sur le gouvernement afin de modifier une loi interdisant la consommation d'alcool lors des matches de football, pour faire en sorte que ses produits puissent y être vendus<sup>185</sup>. Les petits détaillants paient eux aussi le prix de la domination de l'entreprise. Aux États-Unis, le ministère de la Justice est actuellement en train d'étudier les plaintes selon lesquelles AB InBev fausse le jeu de la concurrence en rachetant des distributeurs, si bien que les micro-brasseries ont plus de mal à faire figurer leurs produits dans les rayonnages des magasins<sup>186</sup>.

L'an dernier, AB InBev a lancé une OPA en vue de consolider encore plus son emprise sur le marché, en proposant d'acquérir SAB Miller, la deuxième plus grande entreprise du marché mondial de la bière (et la plus grande en Afrique). Si l'opération aboutit, les ventes combinées de l'entreprise fusionnée s'élèveront à 73 milliards de dollars, et permettront d'accroître plus encore la fortune collective des trois fondateurs d'AB InBev qui s'élevait à 49 milliards de dollars en 2015. L'homme d'affaires brésilien Marcel Hermann Telles doit beaucoup de sa fortune au contrôle qu'il exerce sur AB InBev, dont il est propriétaire par le biais de la société 3G Capital, aux côtés de Carlos Sicupira et Jorge Paulo Lemann, eux aussi milliardaires et partenaires de longue date<sup>187</sup>.

Pour autant, la dominance sur un marché n'est pas forcément synonyme d'exploitation et d'ingérence politique. Le groupe japonais YKK, par exemple, détient 45 % du marché mondial des fermetures à glissière, et compte 132 filiales réparties dans 62 pays. Il n'a pas dépensé le moindre argent en lobbying aux États-Unis au cours des dernières années et ses activités sont fortement influencées par sa déontologie et sa structure d'entreprise, qui oriente la valeur vers ses employés plutôt que ses actionnaires.

## **Titulaires de propriété intellectuelle : avoir et détenir**

Les droits de propriété intellectuelle, qui comprennent les brevets, les marques de commerce et les droits d'auteur, sont conçus pour stimuler l'innovation en trouvant le juste équilibre entre les intérêts des innovateurs et l'intérêt public. La délivrance de ces droits se fait au niveau national, mais c'est au niveau mondial que les normes des droits de propriété intellectuelle sont décidées. L'adhésion d'un pays à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sous-entend la ratification automatique des Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), qui imposent des normes à tous les pays membres de l'OMC, indépendamment de leurs besoins, de leur niveau de développement, et de l'état des questions sanitaires. Les demandes de droits de propriété intellectuelle internationaux continuent de croître. En 2013, 2,57 millions de demandes de brevets ont été déposées, soit une hausse de 9 % par rapport à 2012<sup>188</sup>. L'immense majorité de ces demandes (96 %) provient d'entreprises situées dans des pays à revenu supérieur ou moyen supérieur, et plus de 800 d'entre elles ont été déposées auprès du seul bureau chinois de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle<sup>189</sup>.

Les droits sur la propriété intellectuelle, et notamment les brevets, sont farouchement gardés par l'industrie pharmaceutique, l'une des plus rentables de la planète, qui a aidé plus de 90 particuliers à devenir milliardaires<sup>190</sup><sup>191</sup>. Le développement de nouveaux médicaments pouvant être à la fois long et coûteux, les entreprises pharmaceutiques en viennent presque à voir les droits de propriété intellectuelle comme étant leur unique incitation à investir dans la recherche et le développement. Les droits de propriété intellectuelle empêchent tout concurrent de développer les mêmes médicaments, ce qui a pour effet d'accorder un monopole aux détenteurs de propriété intellectuelle, qui peuvent alors fixer les prix comme ils l'entendent : en clair, ce sont eux qui décident qui peut avoir accès, ou non, à un médicament. En créant un monopole, la propriété intellectuelle crée également des incitations pour que les entreprises pharmaceutiques optimisent leurs profits en vendant leurs produits au prix fort, au détriment des malades et des personnes vulnérables. Alors que la propriété intellectuelle est censée stimuler l'innovation, en réalité, le système est mû par des intérêts commerciaux et non pas par la santé publique.

Il suffit de remonter à septembre 2015 pour illustrer ce constat. Le prix du Daraprim (pyriméthamine), un médicament vieux de 62 ans utilisé pour soigner la toxoplasmose, une infection parasitaire potentiellement mortelle, avait alors augmenté du jour au lendemain, passant de 13,50 dollars le comprimé à 750 dollars. Cette hausse faisait suite à l'acquisition des droits de commercialisation aux États-Unis de ce médicament essentiel par Turing Pharmaceuticals, une société dirigée par un ancien gestionnaire de fonds spéculatif. L'entreprise avait perçu le potentiel de rendement issu de la détention exclusive des droits de production. Actavis<sup>192</sup>, une autre société pharmaceutique, ne revendique aucun investissement en R&D, cette entreprise ayant été établie dans le but exclusif de dégager des bénéfices du marché<sup>193</sup>. Jusqu'à présent, elle a permis des retours énormes pour ses investisseurs puisque qu'elle a vu ses actions augmenter de 350 % en l'espace d'à peine plus de deux ans<sup>194</sup>. En fait, les Big Pharma se montrent de moins en moins enclines à s'engager dans des activités de R&D à haut risque. Aux États-Unis, environ 75 % de ce qu'on appelle les nouvelles entités moléculaires à statut d'évaluation prioritaire (les médicaments les plus innovants) doivent leur existence à des financements publics plutôt qu'aux Big Pharma<sup>195</sup>. Ces mêmes entreprises consacrent également plus d'argent en marketing qu'en activités de R&D<sup>196</sup>.

Les sociétés pharmaceutiques sont bien connues pour les actions de lobbying intenses et fructueuses qu'elles exercent auprès des décideurs politiques. En 2014, elles ont dépensé plus de 228 millions de dollars à cet égard, et cela rien qu'à Washington<sup>197</sup>. Leurs efforts de lobbying portent en particulier sur l'extension des droits de propriété intellectuelle, à la fois au niveau de la durée de l'exclusivité de commercialisation que de l'élargissement de la portée des règles de propriété intellectuelle. Ils se manifestent soit par des actions de pression directe, telles que l'exhortation à l'Inde de la part des États-Unis à modifier ses règles de propriété intellectuelle ; soit dans le cadre des accords de libre-échange (ALE)<sup>198</sup>. Il leur arrive aussi souvent de protester contre les décisions prises par des États au nom de la santé des citoyens. Lorsqu'en 2006, la Thaïlande a instauré des licences obligatoires pour un certain nombre de médicaments essentiels<sup>199</sup> (s'agissant là d'une disposition légale prévue dans les ADPIC qui offre aux États la flexibilité d'offrir des licences aux entreprises pour qu'elles produisent des médicaments localement ou qu'elles importent des versions génériques peu coûteuses sans l'autorisation du détenteur du brevet international), les sociétés pharmaceutiques ont exercé de très fortes pressions pour que le pays révoque sa décision. Influencé par leur campagne, le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) a inscrit la Thaïlande sur la liste spéciale 301 des pays qui pourraient être passibles de sanctions commerciales<sup>200</sup>, et la Commission européenne a insisté auprès du gouvernement thaïlandais pour qu'il revienne sur sa décision<sup>201</sup>. Une autre société pharmaceutique, Eli Lilly, a intenté un procès au Gouvernement du Canada pour s'opposer à sa décision de rendre les médicaments plus abordables<sup>202</sup>.

Les sociétés pharmaceutiques jouent un rôle essentiel pour préserver la santé mondiale, mais leur puissance financière leur procure aussi une influence indue sur les politiques publiques, y compris celles qui dépassent la problématique de l'accès aux médicaments. Pfizer n'a eu de cesse de faire pression auprès du gouvernement américain pour réduire ses impôts, en affirmant que le taux d'impôt sur les sociétés aux États-Unis entrave sa compétitivité au bénéfice de ses concurrents. Ayant reçu une fin de non-recevoir, Pfizer prévoit de transférer ses profits vers une administration où le taux d'imposition est moins élevé en se portant acquéreur d'une entreprise étrangère<sup>203</sup>. L'annonce récente de sa fusion avec

l'entreprise Allergan basée en Irlande est un parfait exemple des pratiques d'optimisation fiscale adoptées par les entreprises pharmaceutiques. Alors que Pfizer est le partenaire prédominant dans cette opération, il la présente comme si c'était la société irlandaise qui le prenait sous sa coupe, de sorte que dorénavant le groupe sera assujéti au taux d'impôt sur les sociétés pratiqué en Irlande<sup>204</sup>, bien plus faible que celui des États-Unis.

En revanche en Inde, des groupes de patients, d'autres organisations de la société civile et le gouvernement ont contesté l'influence des Big Pharma, en privilégiant l'accès aux médicaments pour les citoyens. Ainsi par exemple, le médicament Onbrez (indacatérol) pourrait soulager une grande partie des quelque 30 millions d'Indiens atteints de maladie pulmonaire obstructive chronique (MPOC)<sup>205</sup>. Des groupes de défense des patients affirment que Novartis, la société suisse qui détient les droits sur ce médicament, n'en a importé que de faibles quantités en Inde. Pour faire face à la demande, Cipla, une multinationale indienne basée à Bombay, s'est mise à produire sa propre version d'Onbrez en la vendant à une fraction seulement du prix du produit original<sup>206</sup>. Une autre entreprise indienne, Natco, vend le médicament Nexavar (sorafénib), qui traite les cancers du foie et des reins, pour la somme modique de 173 dollars par mois comparée aux 5 500 dollars exigés par la société allemande Bayer<sup>207</sup>. Bayer s'est adressé à la Cour suprême de l'Inde pour s'opposer à la licence obligatoire offerte à Natco, mais son appel a été rejeté en faveur du développement du médicament générique.

## DES PERSONNES RICHES QUI CUMULENT FORTUNE, POUVOIR ET RELATIONS

Dirigeants et inventeurs, investisseurs et propriétaires, contribuent chacun à leur niveau à l'innovation et au développement des entreprises. Les dirigeants d'entreprises doivent assumer de très lourdes responsabilités qu'il convient de dûment récompenser, et il en va de même pour ceux qui sont dotés de compétences et d'expérience spécifiques, les inventeurs des produits et des technologies qui profitent à tous, ainsi que pour les personnes qui prennent le risque d'investir et facilitent ainsi le progrès.

Pour autant, les bénéfices financiers que certains particuliers accumulent sont si astronomiques qu'on peut difficilement prétendre que leurs revenus et leur fortune sont le juste reflet de la productivité et de la valeur ajoutée qu'ils apportent. En 2015, 62 particuliers ont amassé une richesse collective égale à celle de 3,6 milliards d'autres personnes sur la planète et dont la valeur a augmenté d'un demi-milliard de dollars au cours des 5 dernières années. Oxfam a calculé que l'an dernier, le taux de rendement moyen des milliardaires était de 5,3 %, ce qui signifie que les personnes les plus riches gagnent plus de 5 millions de dollars par jour ne serait-ce qu'au titre de leurs intérêts<sup>208</sup>. Au Royaume-Uni, la rémunération totale des dirigeants du FTSE 350 a augmenté de plus de 250 % entre 2000 et 2013, soit près du quintuple des rendements reçus par les actionnaires. Le High Pay Centre a constaté qu'au Royaume-Uni, il n'existe qu'un lien ténu entre les paiements incitatifs versés aux hauts dirigeants et les rendements pour les actionnaires, ce qui ne fait que confirmer le décalage manifeste entre les rémunérations individuelles et la véritable valeur ajoutée qui est apportée<sup>209</sup>. Les ultra-nantis se portent très bien. D'ici à 2018, on s'attend à ce qu'il y ait plus de 18 millions de millionnaires dans le monde, qui contrôleront près de 76 000 milliards de dollars en actifs financiers personnels. Cela représente une hausse de 49 % par rapport aux

niveaux actuels et plus du double par rapport à la période post-crise. Les marchés émergents représenteront environ 42 % de la richesse mondiale des millionnaires<sup>210</sup>.

Une gestion intelligente du patrimoine et l'infrastructure financière qui la rend possible sont autant d'atouts qui aident les grandes fortunes à accroître leurs rendements financiers, d'une manière qui est clairement dissociée de toute activité productive et dont sont exclus les citoyens, et en particulier les plus pauvres. Les services de gestion du patrimoine constituent un secteur en croissance. Ils consistent parfois à assurer le transfert de fonds vers des administrations qui pratiquent le secret bancaire et de faibles taux d'imposition. Cette démarche active qui consiste à éviter de payer des impôts plutôt qu'à ajouter de la valeur à la société inflige un coût direct, en réduisant le budget dont les États ont besoin pour subvenir au paiement des services publics. L'ampleur de cette pratique est difficile à chiffrer compte tenu de son opacité et, dans certains cas, de son caractère illicite. On estime toutefois que 8 % de la richesse financière des grands fortunés se trouvent sur des comptes offshore, soit un total de 7 600 milliards de dollars. Si les revenus que cette richesse génère étaient assujettis à l'impôt, les États disposeraient chaque année de 190 milliards de dollars supplémentaires. On estime que jusqu'à 30 % de l'ensemble de la richesse financière africaine est détenue sur des comptes offshore<sup>211</sup>, ce qui se traduit chaque année par la perte de 14 milliards de dollars de recettes fiscales. C'est l'équivalent du montant nécessaire pour fournir les soins de santé de mères et d'enfants qui pourraient sauver la vie de 4 millions d'enfants par an<sup>212</sup> et pour employer suffisamment d'enseignants afin d'assurer la scolarisation de tous les enfants d'Afrique<sup>213</sup>. Le manque à gagner fiscal combiné en Afrique, en Asie et en Amérique dû à la quantité de richesse de ces régions qui se trouve dans des paradis fiscaux est estimé à près de 70 milliards de dollars par an.

Les gestionnaires du patrimoine reconnaissent d'ores et déjà que le durcissement de la réglementation quant au recours aux paradis fiscaux et la mise en œuvre d'obligations de transparence représentent une « difficulté »<sup>214</sup>. Il reste toutefois encore beaucoup à faire d'une part pour éliminer les échappatoires dont les riches abusent en vue de contourner le système, et d'autre part pour promouvoir la mise en place de systèmes d'imposition progressifs qui permettent de percevoir efficacement de l'argent des plus riches, afin de veiller à ce que tous les citoyens aient accès aux services publics de base dont ils ont besoin.

Les relations personnelles pèsent aussi dans la balance pour préserver et conforter le pouvoir économique des particuliers. Par les connaissances qu'ils ont et auxquelles ils peuvent avoir accès, ils parviennent à décrocher un emploi ou à obtenir un contrat ou d'autres positions avantageuses pour eux et leurs entreprises. Il existe une quantité de preuves de « renvoi d'ascenseur », où les individus ont des responsabilités qui se chevauchent au sein des entreprises, des organismes gouvernementaux de réglementation et d'autres entités, ou qui occupent des postes successifs au sein de ces organisations afin de décrocher un avantage dans l'ensemble du secteur. Au sein des conseils d'administration, les PDG nomment délibérément d'autres PDG parmi leurs administrateurs, qui tous ne demandent pas mieux que d'augmenter le salaire des uns des autres. Ils embauchent leurs employés en s'adressant au même groupe de consultants qui les conseillent sur les structures salariales, qui s'empressent ensuite de recommander à tous les membres de leurs conseils d'administration que chacun d'entre eux mérite d'être mieux payé<sup>215</sup>. Les PDG peuvent aussi décider de manière stratégique le moment opportun

pour publier des chiffres favorables sur l'entreprise afin qu'ils coïncident avec les mois où ils ont le droit de vendre leurs actions.

Il est bien sûr possible que les entreprises décident de partager leurs retombées financières de manière plus homogène. Il est plus probable que cela se produise en présence de syndicats forts<sup>216</sup>. Une répartition plus équitable ne sert pas seulement les intérêts des travailleurs d'une entreprise, mais elle profite aussi à leurs propriétaires. En effet, le degré d'engagement des employés se répercute directement sur la productivité sur le lieu de travail<sup>217</sup>. L'action collective menée sur les marchés de légumes en Tanzanie, par exemple, a non seulement pour effet de renforcer les capacités de la main-d'œuvre principalement féminine, mais elle améliore aussi leur rendement économique. Elle procure également des avantages pour le bien-être de leurs familles et communautés<sup>218</sup>. Au lieu de hiérarchies verticales et d'entreprises animées uniquement par le profit, les organisations de producteurs et les coopératives qui sont détenues et contrôlées par leurs membres<sup>219</sup> présentent un modèle alternatif d'entreprise, qui permet la répartition plus équitable des rendements, en réduisant les inégalités économiques et les inégalités entre femmes et hommes, et en faisant reculer la pauvreté<sup>220</sup>.

### 3 PASSER D'UNE ÉCONOMIE EXCLUSIVE À UN MODÈLE INCLUSIF ET ÉQUITABLE

Le présent document souligne un paradoxe : l'économie mondiale progresse, mais les revenus et les richesses étant déconnectés de la productivité et de la véritable valeur ajoutée au sein des sociétés, celles et ceux qui travaillent dur mais ne détiennent pas le pouvoir économique et politique sont les grands perdants. La part des revenus issus du travail est en recul par rapport à la part des revenus issus du capital, le fossé entre salaires et productivité se creuse, et les inégalités de revenus nuisent à la croissance globale, frappant toujours plus durement les plus pauvres et empêchant des millions de personnes de s'extraire de la pauvreté.

Une stratégie sur plusieurs fronts est nécessaire pour rééquilibrer le rapport de force au sein des économies mondiales et nationales, donnant plus de pouvoir aux personnes actuellement exclues tout en surveillant l'influence des riches et des puissants. Cette démarche est indispensable pour mettre davantage l'économie au service de la majorité, en particulier pour les personnes les plus pauvres qui doivent pouvoir profiter d'une distribution plus équitable des revenus et des richesses. Les États doivent notamment œuvrer pour le bien des citoyens en représentant la volonté du peuple plutôt que les intérêts de grandes entreprises, et en luttant contre les inégalités extrêmes. Cela s'accompagne inévitablement d'une gouvernance efficace. L'intérêt public doit s'imposer comme la principale ligne de mire de l'ensemble des accords internationaux, ainsi que des politiques et stratégies nationales.

À cette fin, Oxfam formule les recommandations suivantes :

- **Verser aux travailleurs un salaire décent et combler le fossé avec les primes vertigineuses des dirigeants** : les entreprises du monde entier enregistrent des bénéfiques records et les gratifications des dirigeants sont démesurées, alors qu'une part trop importante de la population n'a pas de travail ou n'a pas droit à des conditions de travail décentes. Engagements spécifiques : passer de salaires minimum à des salaires décents ; promouvoir la transparence sur les salaires ; promouvoir les droits des travailleurs à se rassembler et à faire grève.
- **Promouvoir l'égalité économique pour toutes et les droits des femmes** : les politiques économiques doivent s'attaquer simultanément aux inégalités économiques et aux discriminations fondées sur le genre. Engagements spécifiques : indemniser le travail de soins non rémunéré ; mettre fin aux écarts salariaux entre femmes et hommes ; promouvoir l'égalité des femmes et des hommes en matière de succession et de droits fonciers ; assurer la collecte de données pour évaluer la manière dont les politiques économiques affectent les femmes et les filles.
- **Surveiller l'influence des puissantes élites** : tout mettre en œuvre pour garantir que les processus d'élaboration des politiques soient moins exposés à la confiscation par des intérêts particuliers, mais au contraire plus démocratiques. Engagements spécifiques : imposer des registres publics pour



les activités de lobbying et des règles plus strictes sur les conflits d'intérêts ; diffuser publiquement et gratuitement des informations pertinentes sur les processus administratifs et budgétaires, et les rendre facilement accessibles ; réformer l'environnement réglementaire, notamment au niveau de la transparence des États ; dissocier entreprises et financement des campagnes ; prendre des mesures pour rompre les liens entre les grandes entreprises et les États.

- **Modifier le système international de R&D et la tarification des médicaments, de manière à ce que l'ensemble de la population ait accès à des médicaments adaptés et abordables** : le fait de s'appuyer sur la propriété intellectuelle comme unique incitation à la R&D confère aux grandes industries pharmaceutiques le monopole en matière de fabrication et de tarification des médicaments. Cela creuse le fossé entre les riches et les pauvres et met des vies humaines en jeu. Engagements spécifiques : s'entendre sur un traité international relatif à la R&D ; renforcer les investissements dans les médicaments, notamment dans des génériques abordables ; exclure les règles de propriété intellectuelle des accords commerciaux. Le secteur pharmaceutique cherche à justifier les prix élevés par le coût de la R&D, passant sous silence le fait que les recherches initiales et même certains essais cliniques sont financés avec des budgets publics. Le financement de la R&D doit être dissocié de la tarification des médicaments pour briser les monopoles des entreprises, garantir le bon financement de la R&D pour les thérapies requises et proposer des produits abordables.
- **Partager équitablement la charge fiscale pour uniformiser les règles du jeu** : trop de richesses sont concentrées dans les mains d'une minorité. La majorité des citoyens est soumise à une pression fiscale trop forte, tandis que les particuliers et les entreprises les plus riches paient trop peu d'impôts. Les États doivent agir de manière concertée pour rétablir l'équilibre. Engagements spécifiques : transférer la charge fiscale du travail et de la consommation vers la richesse, le capital et les revenus tirés de ces actifs ; promouvoir la transparence sur les mesures fiscales incitatives ; adopter un impôt sur la fortune au niveau national.
- **Mettre en place des dépenses publiques progressives pour lutter contre les inégalités** : privilégier les politiques, les pratiques et les dépenses qui augmentent le financement destiné à des services de santé et d'éducation gratuits pour lutter contre la pauvreté et les inégalités au niveau national. S'abstenir de mettre en œuvre dans les systèmes publics de santé et d'éducation des réformes du marché du travail qui n'ont pas fait leurs preuves et qui sont inapplicables, et élargir la prestation des services essentiels par le secteur public et non le secteur privé.

### **Oxfam appelle en priorité les dirigeants mondiaux à s'entendre sur une approche globale pour mettre fin à l'ère des paradis fiscaux.**

Le présent document analyse la manière dont les riches et les puissants tirent profit des systèmes et structures économiques dans leur propre intérêt, aux dépens des autres. Cela est particulièrement manifeste dans les systèmes fiscaux. Entreprises et particuliers s'évertuent effectivement à réduire leur fiscalité en recourant à des mécanismes comptables complexes et en exploitant la moindre échappatoire internationale. Cela accroît leurs profits, canalise les retours au profit des actionnaires plutôt que de la société dans son ensemble. Or les sociétés ont besoin de recettes fiscales pour financer des infrastructures et des services publics

essentiels, dont dépendent également ces entreprises et ces particuliers.

L'existence de paradis fiscaux permet notamment la fuite des revenus et des richesses sur des comptes offshore, hors fiscalité et dans le plus grand secret, un moyen légal mis en place par les riches pour préserver leur richesse et empêcher la redistribution équitable qui réduirait les inégalités et bénéficierait à la société dans son ensemble. Les paradis fiscaux sont une injustice qui sape les principes progressifs sur lesquels s'appuient la plupart des systèmes fiscaux. Jusqu'à ce que les règles changent et jusqu'à ce qu'une gouvernance internationale plus juste sur les questions fiscales soit mise en place, l'évasion fiscale continuera d'épuiser les budgets publics et de miner la capacité des États à lutter contre les inégalités. Une coordination internationale est indispensable pour y remédier.

Tous les États doivent engager une deuxième série de réformes pour mettre fin aux pratiques fiscales néfastes des entreprises d'une manière qui bénéficie à tous les pays. Mesures spécifiques :

- Adopter une approche efficace contre les paradis fiscaux pour les entreprises et les régimes fiscaux néfastes, y compris les régimes non préférentiels, et mettre un terme au nivellement par le bas en matière de fiscalité générale des entreprises. Une telle approche exige que tous les pays (y compris les pays en développement) soient impliqués sur un pied d'égalité. Enfin, une véritable coopération internationale exigera d'instituer une autorité fiscale internationale sous l'égide des Nations unies faisant office d'unique institution globale représentative et légitime.
- Combattre le nivellement par le bas et le rôle des incitations fiscales improductives dans un contexte de concurrence fiscale néfaste, par le biais d'une plus grande transparence des mesures incitatives accordées aux multinationales (y compris les exonérations et les congés fiscaux, les impôts sur les revenus des sociétés, la retenue fiscale, la TVA, les droits de douane). Une analyse coûts/bénéfices doit être menée en amont de toute décision de sorte à mesurer son impact social. Le climat d'investissement peut souvent être amélioré par des mesures plus efficaces que les incitations fiscales.
- Promouvoir la transparence fiscale dans le monde en imposant aux multinationales de publier des rapports pour chaque pays dans lequel elles sont présentes, comportant le nombre d'employés, les actifs physiques, les ventes, les bénéfices et les impôts (exigibles et effectivement payés), de sorte à évaluer précisément si elles payent leur juste part d'impôts.

Pour mettre un terme à l'ère du secret sur les actifs financiers, les États doivent veiller à :

- établir des registres publics sur les bénéficiaires effectifs de l'ensemble des entreprises, des fondations et des trusts ;
- déployer un système multilatéral d'échange automatisé d'informations fiscales, comprenant également les pays en développement soumis à des engagements non réciproques (c'est-à-dire sans obligation d'envoyer des informations tant qu'ils n'ont pas acquis la capacité de le faire).

## NOTES

- 1 Crédit Suisse (2015) « Global Wealth Databook 2015 ». Total de la richesse nette à taux de change constant (en milliards de dollars américains). <http://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/index.cfm?fileid=C26E3824-E868-56E0-CCA04D4BB9B9ADD5>
- 2 Source : Calculs d'Oxfam basés sur la base de données Lakner-Milanovic World Panel Income Distribution (LM-WPID), 2013. Créé pour C.Lakner et B.Milanovic (2013) « Global Income Distribution: From the Fall of the Berlin Wall to the Great Recession », Banque mondiale. Données pour 2011 obtenues via une correspondance personnelle avec B.Milanovic, septembre 2015.
- 3 G. Zucman (2014) « Taxing Across Borders: Tracking Personal Wealth and Corporate Profits », Journal of Economic Perspectives. <http://gabriel-zucman.eu/files/Zucman2014JEP.pdf>
- 4 Source : Les richesses des 50 % les plus pauvres de la population selon le Crédit Suisse, « Global Wealth Databook 2015 ». Données sur la richesse nette des 62 individus les plus riches de la liste annuelle des milliardaires de Forbes.
- 5 C. Gonzales, S. Jain-Chandra, K. Kochhar, M. Newiak et T. Zeinullayev (2015) « Catalyst for Change: Empowering Women and Tackling Income Inequality ». FMI. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2015/sdn1520.pdf>
- 6 T. Gore (2015) « Inégalités extrêmes et émissions de CO2 : Pourquoi l'accord sur le climat de Paris doit donner la priorité aux populations les plus pauvres, les moins émettrices et les plus vulnérables », Oxfam, <http://oxf.am/Ze4e>
- 7 M. Cohn (2013) « Tax Avoidance Seen as a Human Rights Violation », Accounting Today. <http://www.accountingtoday.com/news/Tax-Avoidance-Human-Rights-Violation-68312-1.html>
- 8 OCDE (2012) « OECD Employment Outlook 2012 », OECD Publishing. Chapitre 3, « Labour losing to capital: what explains the declining labour share? ». <http://www.oecd.org/els/employmentoutlook-previouseditions.htm>
- 9 Les calculs dans ce paragraphe proviennent de l'analyse faite par Oxfam sur la base des indicateurs du développement mondial (2015) de la Banque mondiale. <http://databank.worldbank.org>. Chiffre pour 2014 en dollars américains actuellement en vigueur. Comparaisons sur la durée en dollars américains constants de 2005.
- 10 Analyse d'Oxfam basée sur les indicateurs du développement mondial (2015) de la Banque mondiale. Croissance du PIB (% annuel). <http://databank.worldbank.org>.
- 11 C. Lakner et B. Milanovic (2013) « Global Income Distribution: From the Fall of the Berlin Wall to the Great Recession », Document de travail de recherche sur les politiques de la Banque mondiale (6719). [http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/2013/12/11/000158349\\_20131211100152/Rendered/PDF/WPS6719.pdf](http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/2013/12/11/000158349_20131211100152/Rendered/PDF/WPS6719.pdf)
- 12 Groupe de la Banque mondiale (2015) « Global Monitoring Report 2014/2015: Ending Poverty and Sharing Prosperity », Washington, DC : Banque mondiale. [http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/gmr/gmr2014/GMR\\_2014\\_Full\\_Report.pdf](http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/gmr/gmr2014/GMR_2014_Full_Report.pdf)
- 13 Ibid.
- 14 Plateforme des Nations unies dédiée aux connaissances en matière de développement durable. « Mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes, partout dans le monde ». <https://sustainabledevelopment.un.org/?menu=1300>
- 15 La valeur réelle de la richesse en 2000 s'élevait à 117 000 milliards de dollars, soit près de 160 000 milliards de dollars dans les prix de 2015.
- 16 Crédit Suisse (2015), « Global Wealth Report 2015 ». op. cit.
- 17 Ibid
- 18 Les calculs dans ce paragraphe sont tirés de l'analyse faite par Oxfam qui s'appuie sur « Lakner-Milanovic World Panel Income Distribution (LM-WPID) database » (2013). <https://www.gc.cuny.edu/Page-Elements/Academics-Research-Centers-Initiatives/Centers-and-Institutes/Luxembourg-Income-Study-Center/Branko-Milanovic,-Senior-Scholar/Datasets>. Base de données créée pour C. Lakner et B. Milanovic (2013) « Global Income Distribution », op. cit. Source pour les données de 2011 : correspondance personnelle avec B. Milanovic, septembre 2015.
- 19 Alors que l'indice mondial de Gini fait apparaître un léger recul au cours des dernières années, il s'avère que celui-ci pourrait être dû en partie ou en totalité à la sous-estimation des revenus les plus élevés dans les distributions de revenu sur le plan national. Voir C. Lakner et B. Milanovic (2013) : « Global Income Distribution: From the Fall of the Berlin Wall to the Great Recession » op. cit
- 20 C. Hoy et E. Samman (2015) « What if Growth had been as Good for the Poor as Everyone Else? », Londres : Overseas Development Institute (ODI). <http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9655.pdf>
- 21 Ibid.
- 22 Le seuil d'extrême pauvreté représente le revenu en dollars nécessaire pour subvenir aux besoins de première nécessité pour la subsistance et la survie, et est basé sur les seuils de pauvreté qui existent dans 15 pays en développement. Le seuil d'extrême pauvreté a été porté en 2015 à 1,90 dollar par personne et par jour, en parité du pouvoir d'achat en dollars américains de 2011. Ce chiffre a été actualisé à partir du seuil d'extrême pauvreté de 1,25 dollar, qui reposait sur les prix de 2005.
- 23 M. Cruz, J. Foster, B. Quillin et P. Schellekens (2015) « Ending Extreme Poverty and Sharing Prosperity: Progress and Policies », Note de recherche sur les politiques PRN/15/03, Groupe de la Banque mondiale.

- <http://pubdocs.worldbank.org/pubdocs/publicdoc/2015/10/109701443800596288/PRN03-Oct2015-TwinGoals.pdf>
- 24 C. Lakner, M. Negre et E.B. Prydz (2014) « Twinning the Goals: How Can Promoting Shared Prosperity Help to Reduce Global Poverty? », Document de travail de recherche sur les politiques de la Banque mondiale (7106). [http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2014/11/13/000158349\\_20141113090851/Rendered/PDF/WPS7106.pdf](http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2014/11/13/000158349_20141113090851/Rendered/PDF/WPS7106.pdf)
  - 25 E. Dabla-Norris, K. Kochhar, F. Ricka, N. Suphaphiphat et E. Tsounta (2015) « Causes and Consequences of Income Inequality: A Global Perspective ». Fonds monétaire international. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2015/sdn1513.pdf>
  - 26 Nations unies (2015) « Objectif 10 : Réduire les inégalités au sein et entre les pays ». <http://www.un.org/sustainabledevelopment/inequality/>
  - 27 C. Hoy (2015) « Leaving No One Behind: The Impact of Pro-Poor Growth », Londres : ODI. <http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9919.pdf>
  - 28 En 1988, le total des revenus des 10 % les plus riches de la population dépassait de 166 milliards de dollars le total des revenus des 50 % les plus pauvres du pays. Entre 1988 et 2011, les 10 % les plus riches ont vu leurs revenus augmenter pour passer de 218 milliards de dollars à 412 milliards de dollars (soit une hausse de 89 %), alors que les 50 % les plus pauvres ont vu leurs revenus augmenter bien plus vite, passant de 51 milliards de dollars à 164 milliards de dollars (soit 220 % de hausse). Malgré cette croissance plus rapide, l'écart absolu entre les 50 % les plus pauvres et les 10 % les plus riches, qui avaient gagné 412 milliards de dollars, s'était creusé pour atteindre 248 milliards de dollars (toutes les valeurs sont en PPA de 2005).
  - 29 Estimation prudente. Pour en savoir plus, consultez la note d'accompagnement disponible à l'adresse suivante : <http://oxf.am/ZniS>
  - 30 D. Hardoon (2015) « Insatiable richesse : toujours plus pour ceux qui ont déjà tout », Oxford : Oxfam. [https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file\\_attachments/ib-wealth-having-all-wanting-more-190115-fr.pdf](https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/ib-wealth-having-all-wanting-more-190115-fr.pdf)
  - 31 En 2015, la richesse totale des 1 % les plus riches s'élevait à 125 000 milliards de dollars, soit environ 1,7 million de dollars pour chacune des 72 millions de personnes qui figurent dans la tranche des 1 % les plus riches. La richesse totale pour les 90 % les plus pauvres s'élevait à 31 000 milliards de dollars, soit environ 5 000 dollars pour chacune des 648 millions de personnes qui appartiennent à ce groupe. Calculs d'Oxfam basés sur les données du Crédit Suisse (2015), « Global Wealth Report 2015 ». <http://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/index.cfm?fileid=C26E3824-E868-56E0-CCA04D4BB9B9ADD5>
  - 32 La richesse totale des 50 % les plus pauvres en 2010 s'élevait à 2 600 milliards de dollars, soit environ 2 800 milliards de dollars en prix de 2005. La richesse totale des 50 % les plus pauvres en 2015 s'élevait à 1 700 milliards de dollars. Données extraites du « Global Wealth Databook » du Crédit Suisse de 2014 et 2015.
  - 33 Recalcul par Oxfam d'une statistique présentée initialement dans l'ouvrage de R. Fuentes-Nieva et N. Galasso (2014) « En finir avec les inégalités extrêmes. Confiscation politique et inégalités économiques », Oxford : Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/rapports/en-finir-avec-les-inegalites-extremes>
  - 34 C. Gonzales, S. Jain-Chandra, K. Kochhar, M. Newiak et T. Zeinullayev (2015) « Catalyst for Change : Empowering Women and Tackling Income Inequality ». FMI. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2015/sdn1520.pdf>
  - 35 R. Wilkinson et K. Pickett (2010), « The Spirit Level: Why Equality is Better for Everyone », Londres : Penguin, p.59.
  - 36 ONU Femmes (2015) « Progress of the World's Women 2015–16 Transforming Economies, Realizing Rights ». [http://progress.unwomen.org/en/2015/pdf/UNW\\_progressreport.pdf](http://progress.unwomen.org/en/2015/pdf/UNW_progressreport.pdf)
  - 37 Forbes (2015) « The World's Billionaires ». <http://www.forbes.com/billionaires/list/#version:static>, statistique filtrée par « femmes » : [http://www.forbes.com/billionaires/list/-version:static\\_tab:women](http://www.forbes.com/billionaires/list/-version:static_tab:women)
  - 38 Division de statistique des Nations unies (2015) « The World's Women 2015: At a Glance », New York : UN DESA. [http://unstats.un.org/unsd/gender/docs/WW2015 at a Glance.pdf](http://unstats.un.org/unsd/gender/docs/WW2015%20at%20a%20glance.pdf)
  - 39 D. Ukhova (2015) « Gender inequality and inter-household economic inequality in emerging economies: exploring the relationship », *Gender & Development*, 23:2, 241-259. <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13552074.2015.1055082>
  - 40 OCDE (2012) « OECD Employment Outlook 2012 », Chapitre 3, « Labour Losing to Capital: What Explains the Declining Labour Share? », <http://www.oecd.org/els/employmentoutlook-previouseditions.htm>
  - 41 C. Lakner, M. Negre, E.B. Prydz (2014) « Twinning the Goals: How Can Promoting Shared Prosperity Help to Reduce Global Poverty? », op. cit.
  - 42 E. Dabla-Norris, K. Kochhar, F. Ricka, N. Suphaphiphat et E. Tsounta (2015) « Causes and Consequences of Income Inequality: A Global Perspective », op. cit.
  - 43 Nations unies (2015) « Adoption de l'accord de Paris », <http://unfccc.int/resource/docs/2015/cop21/eng/l09.pdf>
  - 44 Oxfam, (2015) « Inégalités et émissions de CO2 ». op. cit.
  - 45 L. Karabarbounis et B. Neiman (2013) « The Global Decline of the Labor Share ». <http://sites.harvard.edu/fs/docs/icb.topic1259555.files/Papers%20Spring%202014/NEIMAN%20Brent%20March%202014.pdf>. Publié sous le titre L. Karabarbounis et B. Neiman (2013) « The global decline of the labor share », *The Quarterly Journal of Economics* (2014), 61-103, Oxford University Press.
  - 46 T. Piketty (2014), « Le Capital au XXIe siècle », Paris : Le Seuil.
  - 47 OCDE (2012) « OECD Employment Outlook 2012 », OECD Publishing. Chapitre 3, op. cit.

- 48 I. van Staveren et R. van der Hoeven (2012) « Global Trends in Labour Market Inequalities, Exclusion, Insecurity and Civic Activism. Background paper for the Democratic Governance Report by UNDP », Institute of Social Studies. [http://www.indsocdev.org/resources/UNDP\\_DGR\\_backgroundpaper.pdf](http://www.indsocdev.org/resources/UNDP_DGR_backgroundpaper.pdf)
- 49 Ibid.
- 50 Calcul d'Oxfam basé sur les données de R. C. Feenstra, R. Inklaar et M.P. Timmer (2015) « The Next Generation of the Penn World Table », numéro à paraître d'American Economic Review, disponible en téléchargement à : <http://www.ggd.net/pwt>
- 51 OCDE (2012) « OECD Employment Outlook 2012 », Chapitre 3, op. cit.
- 52 J. Bivens et L. Mishel (2015) « Understanding the Historic Divergence between Productivity and a Typical Worker's Pay: Why It Matters and Why It's Real », Washington DC: Economic Policy Institute. <http://www.epi.org/publication/understanding-the-historic-divergence-between-productivity-and-a-typical-workers-pay-why-it-matters-and-why-its-real/>
- 53 Données de l'Office statistique de l'Union européenne. Luxembourg : Eurostat. <http://ec.europa.eu/eurostat/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=en&pcode=tesov110&plugin=1>
- 54 R. Wilshaw, S. Hamilton, J. Thérout-Séguin et D. Gardener (2015) « In Work But Trapped in Poverty: A summary of five studies conducted by Oxfam, with updates on progress along the road to a living wage ». Oxford : Oxfam. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/in-work-but-trapped-in-poverty-a-summary-of-five-studies-conducted-by-oxfam-wit-578815>
- 55 Ibid.
- 56 Ibid.
- 57 Division de statistique des Nations unies (2015) « The World's Women 2015: At a Glance » op. cit.
- 58 McKinsey & Company (2015) « The Power of Parity: How Advancing Women's Equality Can Add \$12 Trillion to Global Growth » [http://www.mckinsey.com/insights/growth/how\\_advancing\\_womens\\_equality\\_can\\_add\\_12\\_trillion\\_to\\_global\\_growth](http://www.mckinsey.com/insights/growth/how_advancing_womens_equality_can_add_12_trillion_to_global_growth)
- 59 ONU Femmes (2015) « Progress of the World's Women 2015-2016 » op. cit.
- 60 P. Telles (2013) « Brazil: Poverty and Inequality. Where to next? » Oxfam, <http://csnbricsam.org/brazil-poverty-andinequality-where-to-next>
- 61 ONU Femmes (2015) « Progress of the World's Women 2015-2016 », op. cit. Chapitre 2 : « Transforming work for women's rights ». <http://progress.unwomen.org/en/2015/pdf/ch2.pdf>
- 62 Organisation internationale du travail (OIT) (2015) « World Employment and Social Outlook: Trends 2015 ». Genève : Bureau international du Travail. [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_337069.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_337069.pdf)
- 63 ONU Femmes (2015) « Progress of the World's Women 2015-2016 », op. cit.
- 64 C. Canelas, (2014), « Minimum Wage and informality in Ecuador », United Nations University <https://www.wider.unu.edu/sites/default/files/wp2014-006.pdf>
- 65 Play Fair, « Workers' Rights: Freedom of Association Protocol ». <http://www.play-fair.org/media/index.php/workers-rights/foa-protocol/>
- 66 IndustriALL (2015) « Industry bargaining for living wages ». <http://www.industrial-union.org/industry-bargaining-for-living-wages>
- 67 R. Wilshaw et al. (2015) « In Work But Trapped in Poverty », op.cit., page 9-12
- 68 Living Wage Foundation, « Living Wage Employers », <http://www.livingwage.org.uk/employers>
- 69 OIT « Global Wage Report 2014/15: Wages and Income Inequality » [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/@publ/documents/publication/wcms\\_324678.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/@publ/documents/publication/wcms_324678.pdf)
- 70 J. Page (2015) « What President Obama didn't see on his trip to Africa ». Brookings, Africa in Focus. <http://www.brookings.edu/blogs/africa-in-focus/posts/2015/07/28-obama-africa-page?rssid=Africa+in+Focus>
- 71 Ibid.
- 72 OIT (2015) « World Employment and Social Outlook: Trends 2015 », op. cit.
- 73 Ibid.
- 74 OCDE (2012) « OECD Employment Outlook 2012 », Chapitre 3, op. cit.
- 75 L. Mishel et A. Davis (2015) « Top Ceos Make 300 Times More than Typical Workers: Pay Growth Surpasses Stock Gains and Wage Growth of Top 0.1 Percent ». Economic Policy Institute (EPI) Issue Brief #399. Washington DC : EPI. <http://s3.epi.org/files/2015/top-ceos-make-300-times-more-than-typical-workers.pdf>
- 76 Catalyst (2015) « Women CEOs of the S&P 500 ». <http://www.catalyst.org/knowledge/women-ceos-sp-500>
- 77 L. Mishel et A. Davis (2015) « Top Ceos Make 300 Times More than Typical Workers: Pay Growth Surpasses Stock Gains and Wage Growth of Top 0.1 Percent », op. cit.
- 78 L. Bebchuk, et J. Fried (2004) « Pay without Performance: The Unfulfilled Promise of Executive Compensation ».
- 79 T. Piketty, E. Saez, et S. Stantcheva, (2014) « Optimal taxation of top labour incomes: A tale of three elasticities ». American Economic Journal. <http://www.ucl.ac.uk/~uctp39a/PikettySaezStantchevaAEJ2014.pdf>
- 80 Analyse par l'Economic Policy Institute des données de la base de données ExecuComp de Compustat, des données FRED (Federal Reserve Economic Data) de la banque fédérale de réserve de Saint-Louis, du

programme de statistiques actuelles de l'emploi et des tableaux NIPA du Bureau of Economic Analysis, telles que citées dans « Top CEOs Make 300 Times More than Typical Workers ». Inclut la valeur des stock-options levées au cours d'un exercice donné plus le salaire, les bonus, les attributions d'actions subalternes et les paiements incitatifs à long terme pour les cadres supérieurs des 350 premières entreprises américaines.

- 81 PWC, (2013), « Companies Act 2013: Key highlights and analysis »  
<https://www.pwc.in/assets/pdfs/publications/2013/companies-act-2013-key-highlights-and-analysis.pdf>
- 82 M. Karnik (2015) « Some Indian CEOs make more than 400 times what their employees are paid ». Quartz, Inde.  
<http://qz.com/445350/heres-how-much-indian-ceos-make-compared-to-the-median-employee-salary/>
- 83 R. Costanza, M. Hart, S. Posner et J. Talberth (2009) « Beyond GDP: The Need for New Measures of Progress », Boston University. <http://www.bu.edu/pardee/files/documents/PP-004-GDP.pdf>
- 84 A. Smith (1776) « La richesse des Nations ».
- 85 J. Stiglitz (2008) « The Washington Consensus Reconsidered: Towards a New Global Governance ». Oxford: Oxford University Press. <http://intldept.uoregon.edu/wp-content/uploads/2015/03/Yarris-Joya-5.1.15-Brown-Bag-Article.pdf>
- 86 Ibid.
- 87 R. Assaad et M. Arntz (2005) « Constrained geographical mobility and gendered labour market outcomes under structural adjustment: evidence from Egypt », *World Development*, 33 (2005): 3, pp.431-54.
- 88 Basé sur une comparaison entre le salaire d'un PDG basé au Royaume-Uni et le salaire des travailleurs de la confection au Bangladesh. Blog de Rachel Wilshaw « What would it take to deliver a living wage in global supply chains? » <http://policy-practice.oxfam.org.uk/blog/2014/12/how-companies-can-deliver-living-wages-in-global-supply-chains>
- 89 High Pay Centre (2015) « Executive pay continues to climb at expense of ordinary workers ».  
<http://highpaycentre.org/pubs/new-high-pay-centre-report-executive-pay-continues-to-climb-at-expense-of-o>
- 90 R. Solow (2015) « The Future of Work: Why Wages Aren't Keeping Up », *Pacific Standard*.  
<http://www.psmag.com/business-economics/the-future-of-work-why-wages-arent-keeping-up>
- 91 *The Economist* (2014) « The countries where politically connected businessmen are most likely to prosper »  
<http://www.economist.com/news/international/21599041-countries-where-politically-connected-businessmen-are-most-likely-prosper-planet>
- 92 Ibid.
- 93 D. Jacobs (2015) « Extreme Wealth is Not Merited », Document de travail d'Oxfam
- 94 M. Walton et A. Gandhi (2014) « Where Do India's Billionaires Get Their Wealth? », *Economic & Political Weekly*, Vol. 47. N° 40. <http://www.michaelwalton.info/wp-content/uploads/2012/10/Where-Do-Indias-Billionaires-Get-Their-Wealth-Aditi-Walton.pdf>
- 95 G. Esquivel Hernandez, (2015), « Extreme inequality in Mexico: Concentration of economic and political power », *Oxfam Mexique*, <http://cambialasreglas.org/images/inequality.pdf>
- 96 Ibid.
- 97 R. Fuentes-Nieva et N. Galasso (2014) « En finir avec les inégalités extrêmes », op. cit.
- 98 Cycle décrit comme étant un cadre institutionnel dans Acemoglu, D, et Robinson, J., (2014) « The Rise and Decline of General Laws of Capitalism », <http://economics.mit.edu/files/10422>
- 99 F. Jaumotte, C. Osorio Buitron, (2015) « Inequality and labour market institutions », Document du personnel du FMI <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2015/sdn1514.pdf>
- 100 N. Lustig, C. Pessino, J.Scott, (2013), « The impact of taxes and social spending on inequality and poverty in Argentina, Bolivia, Brazil, Mexico, Peru and Uruguay: An overview », *Commitment to equity*, [http://www.commitmenttoequity.org/publications\\_files/CEQWPNo13%20Lustig%20et%20al.%20Overview%20Arg,Bol,Bra,Mex,Per,Ury%20April%202013.pdf](http://www.commitmenttoequity.org/publications_files/CEQWPNo13%20Lustig%20et%20al.%20Overview%20Arg,Bol,Bra,Mex,Per,Ury%20April%202013.pdf)
- 101 J. Martinez-Vazquez, V. Vulovic, B. Moreno Dodson, (2014), « The Impact of Tax and Expenditure Policies on Income Distribution: Evidence from a Large Panel of Countries », [http://scholarworks.gsu.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1036&context=econ\\_facpub](http://scholarworks.gsu.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1036&context=econ_facpub)
- 102 Les paradis fiscaux sont des administrations ou des territoires qui ont délibérément adopté des cadres juridiques et fiscaux qui permettent à des non-résidents (qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales) de minimiser le montant des impôts qu'ils devraient payer là où ils exercent des activités économiques de grande envergure. Ils remplissent généralement plusieurs des critères suivants (qui s'appliquent de manière combinée) : (i) Ils octroient des avantages fiscaux exclusivement à des personnes morales ou physiques non résidentes, sans exiger en retour l'exercice d'activités économiques de taille dans le pays ou le territoire concerné ; (ii) Ils fournissent un niveau effectif d'imposition nettement plus faible, y compris une imposition nulle pour les personnes physiques ou morales ; (iii) Ils ont adopté des lois ou pratiques administratives qui empêchent l'échange automatique d'informations à des fins fiscales avec d'autres États ; ou (iv) Ils ont adopté des dispositions législatives, judiciaires ou administratives qui autorisent la non-divulgence de la structure d'entreprise d'entités juridiques (y compris de trusts, d'organismes de bienfaisance, de fondations, etc.) ou du nom des propriétaires d'actifs ou de droits.
- 103 F. Weyzig, (2015), « Still Broken: Governments must do more to fix the international tax system » <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/still-broken-governments-must-do-more-to-fix-the-international-corporate-tax-sy-58187>
- 104 Ibid.
- 105 Méthodologie : Oxfam a examiné les informations fournies par les 110 premières entreprises figurant sur la liste

- de Forbes 2000 et sur la liste des partenaires stratégiques du Forum économique mondial afin de déterminer leur présence éventuelle dans des paradis fiscaux. Pour cette analyse, Oxfam a vérifié si ces entreprises étaient présentes dans des paradis fiscaux et plus particulièrement dans une des administrations les plus fréquemment liées à l'évasion fiscale des entreprises telles que les Bermudes, les îles Caïmans, les îles Vierges britanniques, le Luxembourg, la Suisse, l'Irlande, les Pays-Bas, Singapour, Jersey et le Panama, entre autres (voir <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/still-broken-governments-must-do-more-to-fix-the-international-corporate-tax-sy-581878>). Il convient de noter que cet estimatif est probablement extrêmement conservateur, vu l'absence d'exigences de déclarations publiques complètes sur les pratiques fiscales des sociétés. Tant que les multinationales ne seront pas obligées de déclarer la liste complète de leurs filiales, de leurs activités commerciales et des impôts qu'elles paient dans chaque administration où elles font affaire, il restera impossible de recouper complètement leurs activités dans les paradis fiscaux ou le bien-fondé de leur présence dans des paradis fiscaux pour toute autre raison qu'à des fins d'évasion fiscale.
- 106 Données de la base de données CPIS du FMI <http://data.imf.org/?sk=B981B4E3-4E58-467E-9B90-9DE0C3367363>.
- 107 UNCTAD (2015), « World Investment Report 2015 », [http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2015\\_en.pdf](http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2015_en.pdf) et FMI (2015), « Base Erosion, Profit Shifting and Developing Countries », Document de travail du FMI <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2015/wp15118.pdf>
- 108 M. Cohn (2013) « Tax Avoidance Seen as a Human Rights Violation », Accounting Today. <http://www.accountingtoday.com/news/Tax-Avoidance-Human-Rights-Violation-68312-1.html>
- 109 OCDE (1998) « Concurrence fiscale dommageable : Un problème mondial ». Note : Aujourd'hui, plus aucune administration ne répond aux critères étroits de paradis fiscal de l'OCDE. <http://www.oecd.org/countries/monaco/listofunco-operativetaxhavens.htm>
- 110 OCDE « Érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices ». <http://www.oecd.org/fr/ctp/beps.htm>
- 111 R. Murphey (2015) « Overall Evaluation of the G20/OECD base erosion and profit shifting (BEPS) project » <http://www.taxresearch.org.uk/Blog/2015/10/07/overall-evaluation-of-the-g20oecd-base-erosion-and-profit-shifting-beps-project/>
- 112 M. Lya Ramos (2012) « Angola's Oil Industry Operations », Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA). [http://www.osisa.org/sites/default/files/angola\\_oil\\_english\\_final\\_less\\_photos.pdf](http://www.osisa.org/sites/default/files/angola_oil_english_final_less_photos.pdf)
- 113 A. Krozer (2015) « For Richer or Poorer: The capture of growth and politics in emerging economies ». <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/for-richer-or-poorer-the-capture-of-growth-and-politics-in-emerging-economies-578757>
- 114 Ibid.
- 115 A. Bebbington et J. Bury (eds.) (2013) « Subterranean Struggles: New Dynamics of Mining, Oil and Gas in Latin America », Austin: University of Texas Press.
- 116 E. Bast, A. Doukas, S. Pickard, L. van der Burg et S. Whitley, (2015) « Empty Promises: G20 subsidies to oil, gas and coal production » <http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9958.pdf>
- 117 Oxfam Amérique, (2015) « Show Us The Money! ». [http://www.oxfamamerica.org/static/media/files/Media\\_brief\\_1504\\_anniversary.pdf](http://www.oxfamamerica.org/static/media/files/Media_brief_1504_anniversary.pdf). Ce chiffre inclut les dépenses déboursées par l'API et 10 de ses 631 membres les plus importants de compagnies pétrolières.
- 118 Greenpeace, « Koch Industries: Secretly Funding the Climate Denial Machine ». <http://www.greenpeace.org/usa/global-warming/climate-deniers/koch-industries/>
- 119 B. McKibben (2015) « Exxon's Climate Lie: 'No Corporation Has Ever Done Anything This Big or Bad », The Guardian. <http://www.theguardian.com/environment/2015/oct/14/exxons-climate-lie-change-global-warming>
- 120 Natural Resource Governance Institute, « Nigeria » <http://www.resourcegovernance.org/countries/africa/nigeria/overview>
- 121 Shell (2015) « Shell in Nigeria: Portfolio ». <http://s08.static-shell.com/content/dam/shell-new/local/country/nga/downloads/pdf/portfolio.pdf>
- 122 Forbes, « The World's Billionaires ». [http://www.forbes.com/billionaires/list/#version:static\\_country:Nigeria](http://www.forbes.com/billionaires/list/#version:static_country:Nigeria)
- 123 O. Akukwe (2012) « 30 Facts about Ownership of Nigeria's Richest Oil Blocks in the Midst of National Poverty », Africa Reporters, <http://www.africareporters.com/index.php/sports/item/906-by-obinna-akukwe-30-facts-about-ownership-of-nigeria-s-richest-oil-blocks-in-the-midst-of-national-poverty>
- 124 Les données les plus récentes de la Banque mondiale (2009) constatent que 53,5 % de la population nigériane, soit 83 millions de personnes, vivent avec moins de 1,90 dollar par jour. Povcalnet, données de 2009, PPA de 2011. <http://povertydata.worldbank.org/poverty/country/NGA>
- 125 Amnesty International UK (2015) « Shell Profits Won't Count the True Cost of Niger Delta Oil Spills » <http://www.amnesty.org.uk/press-releases/shell-profits-wont-count-true-cost-niger-delta-oil-spills>
- 126 Premium Times (2015) « Nigeria's State-Owned Oil Company, NNPC, Opens Its Accounts to Public ». <http://www.premiumtimesng.com/news/headlines/191366-transparency-nnpc-begins-monthly-publication-of-financial-operational-reports.html>
- 127 E. Whitehead (2013) « Nigeria Petroleum bill still causing consternation », blog du FT, <http://blogs.ft.com/beyond-brics/2013/11/21/nigeria-petroleum-bill-still-causing-consternation/>
- 128 petroleumindustrybill.com (2105) « Oil and Gas Industry Reforms to Commence Prior to Passage of the PIB ». <http://www.petroleumindustrybill.com/>
- 129 A. Klasa (2015) « Nigeria oil bill back to the drawing board » <http://www.ft.com/intl/cms/s/3/85f5b0c2-2618-11e5-9c4e-a775d2b173ca.html - axzz3iDAbvab>

130 Ibid.

- 131 R. Greenwood et D. Sharfstein (2013) « The growth of finance », *Journal of Economic Perspectives*, [http://www.people.hbs.edu/dscharfstein/Growth\\_of\\_Finance\\_JEP.pdf](http://www.people.hbs.edu/dscharfstein/Growth_of_Finance_JEP.pdf)
- 132 Données du FMI, de l'OCDE et de la Banque mondiale, résumées dans S. Ross, « What Percentage of the Global Economy Is Comprised of the Financial Services Sector? », Investopedia <http://www.investopedia.com/ask/answers/030515/what-percentage-global-economy-comprised-financial-services-sector.asp>
- 133 Données tirées des calculs de Forbes et d'UNCTAD par Uwe Gnieting, Oxfam Amérique.
- 134 Banque mondiale (2014) « Measuring Financial Inclusion Around the World », Global Findex Database 2014. <http://www.worldbank.org/en/programs/globalindex>
- 135 D. Hardoon (2015) « Wealth: Having it all and wanting more », op. cit.
- 136 T. Philippon et A. Reshef (2012), « Wages and Human Capital in the U.S. Finance Industry: 1909–2006 » *Quarterly Journal of Economics*, <http://qje.oxfordjournals.org/content/127/4/1551.short>
- 137 M. Sherman (2009) « A Short History of Financial Deregulation in the United States » <http://www.cepr.net/documents/publications/dereg-timeline-2009-07.pdf>
- 138 R. Sahay et al. (2015) « Rethinking Financial Deepening: Stability and Growth in Emerging Markets », FMI
- 139 M. Klein (2015) « Crush the financial sector end the great stagnation » Blog du FT, <http://ftalphaville.ft.com/2015/02/16/2119138/crush-the-financial-sector-end-the-great-stagnation/>
- 140 J. Bianco (2011) « Financial Profits ». <http://www.ritholtz.com/blog/2011/03/financial-profits/>
- 141 T. Philippon et A. Reshef, (2008) op. cit.
- 142 L. Bebchuck, A. Cohen et H. Spamann, (2009) « The Wages of Failure: Executive Compensation at Bear Stearns and Lehman 2000-2008 »
- 143 M. Sherman (2009) « A Short History of Financial Deregulation in the United States », op. cit.
- 144 OCDE (2015) « How to restore a healthy financial sector that supports long-lasting, inclusive growth? ». <http://www.oecd.org/eco/How-to-restore-a-healthy-financial-sector-that-supports-long-lasting-inclusive-growth.pdf>
- 145 O. Denk et A. Cazenave-Lacroutz (2015) « Household Finance and Income Inequality in the Euro Area », Documents de travail du département Économie de l'OCDE. <http://www.oecd-ilibrary.org/docserver/download/5js04v5wh9zs.pdf?expires=1439570720&id=id&accname=guest&checksum=7F0E011697139B9E1513E0368BF09A45>
- 146 F.S. Mishkin (2010) « Over the Cliff: From the Subprime to the Global Financial Crisis », Document de travail du NBER. <http://www.nber.org/papers/w16609.pdf>
- 147 T. Caverro, et K. Poinasamy, (2013) « Le piège de l'austérité : l'Europe s'enlise dans les inégalités ». [https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file\\_attachments/bp174-cautionary-tale-austerity-inequality-europe-120913-fr\\_3.pdf](https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bp174-cautionary-tale-austerity-inequality-europe-120913-fr_3.pdf)
- 148 E. Saez, (2013), « Striking it richer: The evolution of top incomes in the United States » <http://eml.berkeley.edu/~saez/saez-UStopincomes-2012.pdf>
- 149 N. Shaxson et J. Christensen (2013) « The Finance Curse: How oversized financial centres attack democracy and corrupt economies », Réseau pour la justice fiscale [http://www.taxjustice.net/cms/upload/pdf/Finance\\_Curse\\_Final.pdf](http://www.taxjustice.net/cms/upload/pdf/Finance_Curse_Final.pdf)
- 150 Global Witness (2015) « Banks and Dirty Money: How the financial system enables state looting at a devastating human cost ». [https://www.globalwitness.org/reports/banks-and-dirty-money/?gclid=CjwKEAiA9uaxBRDYr4\\_hrtC3tW8SJAD6UU8GoNsO8HJFDzWveasQgZvNVuuZoqD4A5Og2Nfd eT5HLBoCTqLw\\_wcB](https://www.globalwitness.org/reports/banks-and-dirty-money/?gclid=CjwKEAiA9uaxBRDYr4_hrtC3tW8SJAD6UU8GoNsO8HJFDzWveasQgZvNVuuZoqD4A5Og2Nfd eT5HLBoCTqLw_wcB)
- 151 J.S. Henry (2010) « Tax Offshore Wealth Sitting in First World Banks », *Forbes* <http://www.forbes.com/forbes/2010/0719/opinions-taxation-tax-havens-banking-on-my-mind.html>
- 152 OpenSecrets.org, « Issue Lookup », Center for Responsive Politics <http://www.opensecrets.org/lobby/lookup.php?type=i&q=Foreign+Account+Tax+Compliance+Act>
- 153 Banque des règlements internationaux (2015) « Why Does Financial Sector Growth Crowd Out Real Growth? », Documents de travail de la BRI, n° 490. <http://www.bis.org/publ/work490.pdf>
- 154 R. Sahay et al. (2015) « Rethinking Financial Deepening: Stability and Growth in Emerging Markets », op. cit.
- 155 KPMG (2015) « Financial Services in Africa ». [https://www.kpmg.com/Africa/en/IssuesAndInsights/Articles-Publications/Documents/KPMG\\_Financial\\_Services\\_in\\_Africa.pdf](https://www.kpmg.com/Africa/en/IssuesAndInsights/Articles-Publications/Documents/KPMG_Financial_Services_in_Africa.pdf)
- 156 Banque mondiale (2014) « Expanding Women's Access to financial Services » <http://www.worldbank.org/en/results/2013/04/01/banking-on-women-extending-womens-access-to-financial-services>
- 157 Open Secrets. org, « Ranked Sectors ». <https://www.opensecrets.org/lobby/top.php?showYear=2014&indexType=c>
- 158 The Bureau of Investigative Journalism (2012) « Finance Lobby: Big banks and think tanks » <https://www.thebureauinvestigates.com/2012/07/12/big-banks-and-thinktanks/>
- 159 Transparify (2014) « Corporate Interests and Think Tanks – An Overview of Current Debates » [http://static1.squarespace.com/static/52e1f399e4b06a94c0cdaa41/t/534bda65e4b036f444b56ecb/1397480037210/Corporate+Interests+and+Think+Tanks+-+An+Overview+of+Current+Debates+\\_Transparify+2014\\_.pdf](http://static1.squarespace.com/static/52e1f399e4b06a94c0cdaa41/t/534bda65e4b036f444b56ecb/1397480037210/Corporate+Interests+and+Think+Tanks+-+An+Overview+of+Current+Debates+_Transparify+2014_.pdf)



- 160 B. Biais, J. Rochet, et P. Wooley, (2010) « Innovations, rents and risk », Paul Woolley Centre Working Paper, Série n° 13, Document de travail n° 659.  
<http://www.lse.ac.uk/fmg/researchProgrammes/paulWoolleyCentre/workingPapers/dp659PWC13.pdf>
- 161 A. Tenbrunsel et J. Thomas (2015) « The street the bull and the crisis. A Survey of the UK and US Financial Services Industry », University of Notre Dame et Labaton Sucharow LLP
- 162 Ethical Performance (2015) « Business Ethics No Longer Just Compliance Issue, says CIMA. »  
<http://ethicalperformance.com/article/9148>
- 163 J.E. Stiglitz (2012) « Market failures in the financial system. New Vision  
<http://www.newvision.co.ug/news/633096-market-failures-in-the-financial-system.html>
- 164 D. Scutt (2015) « China Has Already Created 7 Million Jobs This Year », Business Insider.  
<http://uk.businessinsider.com/china-has-already-created-7-million-jobs-this-year-2015-7?r=US&IR=T>
- 165 R. Wilshaw, (2013), « Steps towards a living wage In Global Supply Chains », Oxfam  
[https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file\\_attachments/ib-steps-towards-living-wage-global-supply-chains-101214-en.pdf](https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/ib-steps-towards-living-wage-global-supply-chains-101214-en.pdf)
- 166 E. Sahan, (2014), « Why companies fail to pay a living wage (at least in their supply chain) ». Blog d'Oxfam.  
<http://policy-practice.oxfam.org.uk/blog/2015/01/why-companies-fail-to-pay-a-living-wage>
- 167 M-H Lim, (2014), « Globalisation, Export led growth and inequality: The East Asian Story » South Centre.  
[http://www.southcentre.int/wp-content/uploads/2014/11/RP57\\_Globalisation-Export-led-Growth-and-Inequality-rev\\_EN.pdf](http://www.southcentre.int/wp-content/uploads/2014/11/RP57_Globalisation-Export-led-Growth-and-Inequality-rev_EN.pdf)
- 168 Worker Rights Consortium (2013) « Global Wage Trends for Apparel Workers, 2001–2011 ».  
<https://www.americanprogress.org/issues/labor/report/2013/07/11/69255/global-wage-trends-for-apparel-workers-2001-2011/>
- 169 M. Christian, B. Evers et S.Barrientos, (2013) « Women in value chains, making a difference » Capturing the Gains Summit Briefing. [http://www.capturingthegains.org/pdf/ctg\\_briefing\\_note\\_6.3.pdf](http://www.capturingthegains.org/pdf/ctg_briefing_note_6.3.pdf)
- 170 M. Anner, J. Bair et J. Blasi (2012) « Buyer Power, Pricing Practices, and Labor Outcomes in Global Supply Chains », Document de travail de l'IBS, University of Colorado at Boulder.  
<http://www.colorado.edu/ibs/pubs/pec/inst2012-0011.pdf>
- 171 S. Hester (2013) « 'Analyzing the Value Chain for Apparel Designed in the United States and Manufactured Overseas »'. Rapport commandé par le Congressional Textile Caucus. Seattle, Washington : Moongate Associates.
- 172 Graphique reproduit de M-H Lim, (2014), op. cit. Productivité du travail et salaires indexés sur la productivité de l'année 1995. Entre 1995 et 2007, la hausse de la productivité était de 19 %, alors que celle des salaires s'est maintenue à 11 %.
- 173 J. Keane et D.W. te Velde (2008) « The Role of Clothing and Textile Industries in Growth and Development Strategies », ODI. <http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/3361.pdf>
- 174 M.H. Sikhdar, S.K. Sarkar, S. Sadeka, (2014) « Socio-Economic Conditions of the Female Garment Workers in the Capital City of Bangladesh » [http://www.ijhssnet.com/journals/Vol\\_4\\_No\\_3\\_February\\_2014/17.pdf](http://www.ijhssnet.com/journals/Vol_4_No_3_February_2014/17.pdf)
- 175 A. Barkat, S.N. Ahmed, A.K.M. Maksud et M.A. Ali (2003) « The Cost for Women Workers of Precarious Employment in Bangladesh », Human Development Research Centre, Dhaka : Oxfam GB.
- 176 Il s'agissait là du bilan officiel des victimes. <http://www.npr.org/sections/money/2013/12/26/257364509/year-in-numbers-the-tragic-number-that-got-us-all-talking-about-our-clothing>
- 177 Fair Factories Clearinghouse, « Accord on Fire and Building Safety in Bangladesh ». <http://accord.fairfactories.org/ffcweb/Web/ManageSuppliers/InspectionReportsEnglish.aspx/>
- 178 R. Wilshaw, S. Hamilton, J. Thérroux-Séguin et D. Gardener (2015) « In Work But Trapped in Poverty », op. cit.
- 179 J. Merk, (2014), « Living wage in Asia », Clean Clothes Campaign  
<http://www.cleanclothes.org/resources/publications/asia-wage-report/view>
- 180 C. Arthur (2013) « UK Joins US in Lobbying Brussels Over Data Protection Rules », The Guardian  
<http://www.theguardian.com/technology/2013/mar/07/uk-us-eu-data-protection-rules>
- 181 Scientific American (2009) « Do Seed Companies Control GM Crop Research? ». <http://www.scientificamerican.com/article/do-seed-companies-control-gm-crop-research/>
- 182 D.H. Jernigan (2010) « The Extent of Global Alcohol Marketing and Its Impact on Youth », Sage Publications.  
<http://cdx.sagepub.com/content/37/1/57.abstract>
- 183 OpenSecrets.org (2014) « Anheuser-Busch InBev »  
<https://www.opensecrets.org/lobby/clientissues.php?id=D000042510&year=2014>
- 184 H. Burley, (2012), « AbInbev a key voice in the EU alcohol debate », Friends of the Earth Europe  
[http://www.foeeurope.org/sites/default/files/alcohol\\_lobby\\_briefing\\_dec2012.pdf](http://www.foeeurope.org/sites/default/files/alcohol_lobby_briefing_dec2012.pdf)
- 185 BBC News (2012) « Brazil World Cup Beer Law Signed by President Rousseff ». <http://www.bbc.co.uk/news/world-latin-america-18348012>
- 186 D. Bartz (2015) « U.S. Probes Allegations AB InBev Seeking to Curb Craft Beer Distribution », reuters.  
<http://www.reuters.com/article/2015/10/12/us-abinbev-doj-antitrust-exclusive-idUSKCN0S623R20151012>
- 187 Forbes 400, « 149: Alejandro Santo Domingo. <http://www.forbes.com/profile/alejandro-santo-domingo/>
- 188 OMPI (2014) « Global Intellectual Property Filings Up In 2013, China Drives Patent Application Growth »  
[http://www.wipo.int/pressroom/en/articles/2014/article\\_0018.html](http://www.wipo.int/pressroom/en/articles/2014/article_0018.html)

- 189 OMPI (2014) « WIPO IP Facts and Figures ». [http://www.wipo.int/edocs/pubdocs/en/wipo\\_pub\\_943\\_2014.pdf](http://www.wipo.int/edocs/pubdocs/en/wipo_pub_943_2014.pdf)
- 190 L. Chen (2014) « 2015 Global 2000: The World's Largest Drug and Biotech Companies », Forbes. <http://www.forbes.com/sites/liyanchen/2015/06/04/2015-global-2000-the-worlds-largest-drug-and-biotech-companies/>
- 191 D. Hardoon (2015) « Wealth: Having it all and wanting more », op. cit.
- 192 Activis a changé de nom pour devenir Allergan en juin 2015 après une série d'acquisitions (y compris d'Allergan, le fabricant du Botox, moyennant 70 milliards de dollars). Elle continue toutefois de se faire appeler Actavis aux États-Unis et au Canada.
- 193 S. Cornwell et D. Bartz (2015) « After Big Spending and Hard Lobbying, Pfizer Eyes New Tax Home », Reuters. <http://www.reuters.com/article/2015/11/06/us-allergan-m-a-pfizer-lobbying-idUSKCN0SV0IZ20151106#CUIDZTso9B1bS19j.97>
- 194 Ibid.
- 195 M. Mazuccato, (2011), « The Entrepreneurial State: Debunking Public vs. Private Sector Myths », Anthem Press
- 196 Global Data. R. Anderson (2014) « Pharmaceutical Industry Gets High on Fat Profits », BBC News. <http://www.bbc.co.uk/news/business-28212223?>
- 197 OpenSecret.org (2014) « Pharmaceuticals/Health Products ». <https://www.opensecrets.org/lobby/indusclient.php?id=H04&year=2014>
- 198 Commons Network (2014) « The Transatlantic Trade and Investment Partnership –TTIP: A Civil Society Response to the Big Pharma Wish List ». [http://commonsnetwork.eu/wp-content/uploads/2014/03/A-Civil-Society-Response-to-the-Big-pharma-wish-list\\_Nov2014.pdf](http://commonsnetwork.eu/wp-content/uploads/2014/03/A-Civil-Society-Response-to-the-Big-pharma-wish-list_Nov2014.pdf)
- 199 Programme on Information Justice and Intellectual Property, (2009), « Timeline for US-Thailand Compulsory licence dispute », Washington College of Law <http://infojustice.org/wp-content/uploads/2012/11/pijip-thailand-timeline.pdf>
- 200 Ibid
- 201 B. Somers, (2007), « Regulators warn Thailand over drug pricing policy » <http://www.law360.com/articles/32129/regulators-warn-thailand-over-drug-pricing-policy>
- 202 Public Citizen (2013), « U.S. Pharmaceutical Corporation Uses NAFTA Foreign Investor Privileges Regime to Attack Canada's Patent Policy, Demand \$100 Million for Invalidation of a Patent » <http://www.citizen.org/documents/Eli%20Lilly%20Briefing%20Paper%20Mar%202013%20FINAL.pdf>
- 203 S. Cornwell et D. Bartz (2015) « After Big Spending and Hard Lobbying, Pfizer Eyes New Tax Home », op. cit.
- 204 A. Sloan (2015) « Pfizer Gobbles Up Tax Advantages in a Turkey of a Transaction », Washington Post. [https://www.washingtonpost.com/business/economy/pfizer-gobbles-up-tax-advantages-in-a-turkey-of-a-transaction/2015/11/23/675bb054-9200-11e5-b5e4-279b4501e8a6\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/business/economy/pfizer-gobbles-up-tax-advantages-in-a-turkey-of-a-transaction/2015/11/23/675bb054-9200-11e5-b5e4-279b4501e8a6_story.html)
- 205 S. Salvi, A. Agarwal (2012) « India needs a national COPD prevention and Control program », J Assoc Physicians India 2012;60 Suppl: 5-7
- 206 A. Kazmin, (2014) « India Assumes frontline position over intellectual property rights » Financial Times <http://www.ft.com/cms/s/0/2cc8d306-6f3b-11e4-8d86-00144feabdc0.html#axzz3u1S64Y3E>
- 207 A. Ward (2014), « Bayer loses bid to block cheap version of cancer drug in India » <http://www.ft.com/cms/s/0/36a2d942-8202-11e4-a9bb-00144feabdc0.html#axzz3LamAkOrY>
- 208 E. Seery et A. Caistor Arendar (2014) « À égalité ! Il est temps de mettre fin aux inégalités extrêmes ». [https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file\\_attachments/cr-even-it-up-extreme-inequality-291014-fr.pdf](https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/cr-even-it-up-extreme-inequality-291014-fr.pdf)
- 209 High Pay Centre (2015) « No Routine Riches: Reforms to Performance-Related Pay » <http://highpaycentre.org/pubs/no-routine-riches-reforms-to-performance-related-pay>
- 210 McKinsey (2014) « Global Wealth Management survey 2014: An attractive sector in transition » [Global\\_Wealth\\_Management\\_Survey\\_2014.pdf](http://www.mckinsey.com/~/media/McKinsey/Global_Wealth_Management_Survey_2014.pdf)
- 211 G. Zucman (2014) « Taxing Across Borders: Tracking Personal Wealth and Corporate Profits », Journal of Economic Perspectives. <http://gabriel-zucman.eu/files/Zucman2014JEP.pdf>
- 212 Si au total, 8,7 milliards de dollars étaient investis tous les ans dans la santé maternelle et infantile dans 46 pays d'Afrique, il serait possible de sauver la vie de 4 millions d'enfants chaque année. L'Organisation mondiale de la Santé (2014), Le Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant et l'Université de Washington. Cadre d'investissement pour la santé de la femme et de l'enfant en Afrique. Genève, Suisse. [http://www.who.int/pmnch/media/news/2014/aif\\_report.pdf?ua=1](http://www.who.int/pmnch/media/news/2014/aif_report.pdf?ua=1)
- 213 On estime que le coût pour payer les salaires des enseignants supplémentaires en Afrique subsaharienne permettant la scolarisation de chaque enfant s'élèverait à 5,2 milliards de dollars par an. UNESCO (2014), « Wanted: Trained teachers to ensure every child's right to primary education » <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002299/229913E.pdf>
- 214 McKinsey (2014) « Global Wealth Management Survey 2014 », op. cit.
- 215 T. Price (2014) « CEO Performance Pay is Bad for Everyone Except CEOs », Roosevelt Institute. <http://www.rooseveltinstitute.org/new-roosevelt/ceo-performance-pay-bad-everyone-except-ceos>
- 216 A. Ellul et al. (2014) « Labor unemployment risk and CEO incentive compensation », [http://www.cicfconf.org/sites/default/files/paper\\_409.pdf](http://www.cicfconf.org/sites/default/files/paper_409.pdf)
- 217 M. Lawrence and C. McNeill ((2014) « Fair Shares: Shifting the balance of power in the workplace to boost productivity and pay ». IPPR. [http://www.ippr.org/files/publications/pdf/Fair-shares\\_May2014.pdf?noredirect=1](http://www.ippr.org/files/publications/pdf/Fair-shares_May2014.pdf?noredirect=1)

- 218 M. Walsh, (2013), « Women's Collective Action in the Vegetable Sector in Tanzania » Étude de cas d'Oxfam <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/womens-collective-action-in-the-vegetable-sector-in-tanzania-275774>
- 219 E. Sahan, J. Fischer Mackay, (2011), « Making Markets Empower the Poor: Programme perspectives on using markets to empower women and men living in poverty » Document de travail d'Oxfam, <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/making-markets-empower-the-poor-programme-perspectives-on-using-markets-to-empower-188950>
- 220 L. Schincariol, J.J. McMurtry, (2015) « Advancing gender equality the cooperative way », OIT et Alliance coopérative internationale [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/---emp\\_ent/---coop/documents/publication/wcms\\_379095.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/---coop/documents/publication/wcms_379095.pdf).

© Oxfam International, janvier 2016

Ce document a été rédigé par Deborah Hardoon, Sophia Ayele et Ricardo Fuentes-Nieva. Le résumé a été rédigé par Max Lawson. Oxfam remercie Branko Milanovic pour avoir fourni les données de 2011 du LM-WPID et Branko Milanovic et Maro Lilla pour leur aide précieuse concernant la méthodologie relative aux parts des revenus mondiaux. Oxfam remercie également Tony Shorrocks pour avoir fourni les données sources du *Global Wealth Databook* de 2014 et pour avoir apporté sa connaissance approfondie de la méthodologie du Crédit Suisse dans le cadre du *Global Wealth Databook*. Les auteurs souhaitent également remercier Anna Coryndon pour ses excellents conseils éditoriaux ainsi qu'Anna Arendar, Jaime Atienza et Katy Wright pour leur aide dans la gestion de ce projet. Oxfam remercie les nombreux membres de la confédération ayant contribué à l'analyse ; Jon Slater, Francesca Rhodes, Rachel Wilshaw, Mohga Kamal Yanni, Uwe Gneiting, Alison Holder, Claire Godfrey et Susana Ruiz.

Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org).

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-998-0 en janvier 2016. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

## OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays, à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org))  
Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au))  
Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be))  
Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca))  
Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org))  
Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de))  
Oxfam Grande-Bretagne ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk))  
Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk))  
Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))  
Oxfam Intermón (Espagne) ([www.intermonoxfam.org](http://www.intermonoxfam.org))  
Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org))  
Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))  
Oxfam Japon ([www.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp))  
Oxfam Mexique ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org))  
Oxfam Nouvelle-Zélande ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz))  
Oxfam Novib (Pays-Bas) ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl))  
Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))